



Munich Personal RePEc Archive

How Elon Musk's expanding footprint is shaping the future of sub-Saharan Africa

Kohnert, Dirk

GIGA, Institute for African Studies, Hamburg

28 March 2025

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/124161/>
MPRA Paper No. 124161, posted 30 Mar 2025 06:44 UTC

Comment l'expansion d'Elon Musk façonne l'avenir de l'Afrique subsaharienne

Dirk Kohnert ¹

Caricature : *interaction entre Musk et Ramaphosa*



Source: © Themba Siwela, *The Citizen*, SA, 6 février 2025

Résumé : Elon Musk, le magnat d'origine sud-africaine, la personne la plus riche du monde, est également un conseiller principal du président américain Donald Trump et dirige le département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) depuis 2025. Le rôle influent de Musk dans la politique américaine repose en grande partie sur l'argent qu'il a dépensé pour financer la campagne de Donald Trump. Son influence s'accroît à l'échelle mondiale, y compris en Afrique subsaharienne (ASS). Trump et Musk ont chacun leur propre agenda. Les préjugés bien connus de Trump à l'égard de l'Afrique ont été renforcés par la plainte pour génocide déposée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de justice. Musk soutient les revendications des Africains blancs à l'encontre de Pretoria pour une prétendue dépossession de terres. Les principaux projets de Musk visent à établir une hégémonie politique et culturelle sur les marchés mondiaux. Par exemple, « Starlink », qui fournit déjà un accès internet mondial dans 114 pays, dont l'Afrique subsaharienne, et les solutions énergétiques « Megapack » de Tesla. Les objectifs de Musk montrent qu'il n'est pas seulement un acteur économique, mais aussi un leader qui veut façonner l'avenir de l'humanité. Ses projets ne se limitent pas à la technologie et au commerce, mais visent à modifier la dynamique du pouvoir dans les relations internationales. Toutefois, les services qu'il propose semblent souvent hors de portée de nombreux Africains en raison de leur coût élevé. Le rôle de Musk en tant que « seigneur techno-féodal » est sans précédent. Il joue même le rôle d'arbitre dans les guerres entre nations, comme l'invasion russe de l'Ukraine. Ses oscillations aléatoires entre altruisme et narcissisme, entre stratégie et impulsivité, ont fait l'objet d'innombrables publications. Il veut apparemment que le monde soit sauvé, mais seulement s'il peut être celui qui le sauve. Son virage politique vers le populisme de droite a commencé avec l'achat de « Twitter », lorsqu'il a délibérément diffusé des informations erronées sur la plateforme. Quelques jours après son achat, par exemple, des milliers de comptes anonymes ont commencé à bombarder les fils d'actualité de contenus racistes. L'implication de Musk dans l'IA, y compris dans le « ChatGPT », semble être principalement liée au contrôle, au crédit et à la rivalité. Il est difficile de dire si son intérêt est motivé par la curiosité scientifique et l'altruisme, ou par le désir de dominer une nouvelle industrie potentiellement puissante. Le soutien de Musk à des dirigeants autocratiques en Turquie, en Inde et en ASS, par exemple, rappelle que les grandes entreprises technologiques, et pas seulement les États, sont des acteurs actifs de la répression transnationale dans le monde entier. Les régimes autoritaires et les entreprises technologiques partagent une similitude frappante : un appétit d'informations sur leurs populations. Alors que Big Tech utilise ces données pour réaliser des profits publicitaires, les États autoritaires s'en servent pour resserrer leur emprise sur leurs populations. Les multinationales ne sont pas simplement soumises à l'État. Elles peuvent devenir plus puissantes, et parfois plus dangereuses, que des nations ou même des empires.

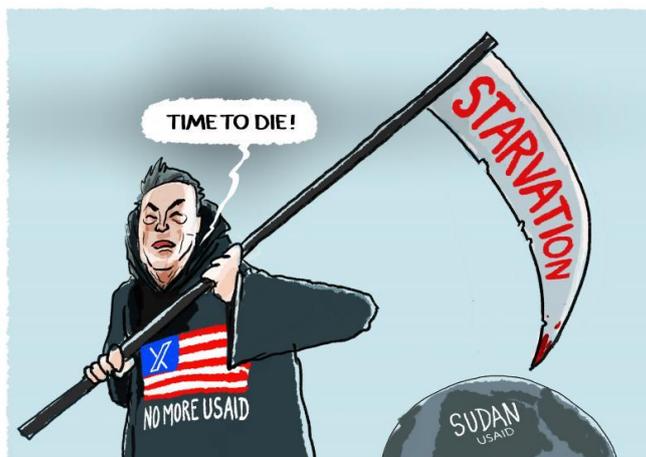
Mots-clés : [Elon Musk](#), [magnat des affaires](#), [gouvernement Trump](#), [Afrique subsaharienne](#), [politique commerciale](#), [nationalisme](#), [protectionnisme](#), [Hégémonisme](#), [Afrique du Sud](#), [Nigeria](#), [Kenya](#)

JEL-Code: D22 Comportement des entreprises : analyse empirique ; D25 Choix intertemporels des entreprises : investissement, capacité et financement ; D31 Revenu personnel, richesse et leur répartition ; D42 Monopole ; F13 - Politique commerciale ; Organisations commerciales internationales ; F51 - Conflits internationaux ; Négociations ; Sanctions ; F52 - Sécurité nationale ; Nationalisme économique ; F6 - Impacts économiques de la mondialisation ; P16 - Economie politique ; P52 - Études comparatives d'économies particulières

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). *Projet:* 28 Mars 2025

1. Introduction

Caricature 2 : Musk et Trump mettent fin à l'USAID



Source: © [Grolik](#), CartoonMovement, 2025

Le magnat d'origine sud-africaine [Elon Musk](#) est l'homme le plus riche du monde. Cet homme d'affaires est connu pour ses rôles clés chez [Tesla](#), [SpaceX](#) et [Twitter](#) (qu'il a rebaptisé X). La fortune cumulée du patron de SpaceX, Tesla et [SolarCity](#) pourrait, selon certaines statistiques, dépasser le [PIB de son Afrique du Sud](#) natale. Et bien qu'il soit né en [Afrique du Sud](#), il a été naturalisé [canadien](#) en 1988 et [américain](#) en 2002. En tant que « Sud-Africain blanc », Elon Musk pourrait ne pas être perçu par [Donald Trump](#) comme un homme issu d'un [pays de merde](#), pour reprendre le terme choisi par le président américain pour décrire certaines régions du continent africain, révélant ainsi les [opinions raciales](#) de Trump (Glez, 2022 ; 2025).

Elon Musk est né en 1971 à [Pretoria](#), la capitale administrative du pays. Lui et son jeune frère [Kimbal](#) et sa sœur [Tosca](#) ont grandi sous [l'apartheid](#), dans une Afrique du Sud dominée par les [hommes blanc](#). La volonté de compétition et de domination, qui a fait sa réussite en affaires, lui était inculquée dès la naissance (Farrow, 2023). Musk a un jour déclaré être atteint du [syndrome d'Asperger](#), une forme de ce que l'on appelle aujourd'hui le [trouble du spectre autistique](#), caractérisé par des difficultés d'interactions sociales (Farrow, 2023). Son éducation au sein de communautés blanches d'élite, ségréguées et imprégnées de propagande gouvernementale anti-noire, et éloignée des atrocités infligées par les dirigeants politiques blancs à la majorité noire, pourrait avoir un impact sensible sur son sens de la réalité. Il a grandi dans le centre économique de [Johannesburg](#), la capitale exécutive de Pretoria et la ville côtière de [Durban](#). Ses communautés de banlieue étaient largement baignées de désinformation (Eligon & Chutel, 2022). On ignore quel rôle son enfance, passée à une époque et dans un lieu où la libre circulation des idées était quasi inexistante et où la désinformation gouvernementale était utilisée pour diaboliser les Sud-Africains noirs, a pu jouer dans sa décision de quitter l'Afrique du Sud peu après l'obtention de son diplôme à 17 ans pour aller étudier au [Canada](#), sans jamais y penser. Il a déclaré qu'il ne voulait pas effectuer le [service militaire obligatoire](#) en Afrique du Sud, car cela l'aurait contraint à participer au régime d'apartheid (Eligon et Chutel, 2022).

Lorsqu'en 2022, l'annonce de la prise de contrôle de [Twitter](#) par Elon Musk a été faite, les groupes de défense des droits de la personne ont immédiatement exprimé leurs inquiétudes (Glez, 2022). Leurs craintes : qu'un réseau social débridé ne se retrouve rapidement inondé de théories du complot, de désinformation et de discours violents envers, entre autres, les minorités. Si une certaine appréhension existe, c'est parce que l'homme lui-même s'est

souvent montré clivant, mégalomane, voire fantasque, et donc imprévisible. Avec sa start-up [Neuralink](#) en 2021, il a affirmé avoir l'ambition de relier directement le cerveau humain à l'ordinateur. Il a comparé le premier ministre [Justin Trudeau, premier ministre du Canada](#) de 2015 à 2025, qui s'est opposé aux menaces de Trump d'intégrer le Canada comme 51e État américain, à [Adolf Hitler](#) (Glez, 2022). Le 10 mars 2025, Trump a réitéré ses revendications sur le territoire canadien en augmentant les tarifs douaniers, menaçant de mettre à genoux l'économie du pays (Stevis-Gridneff, 2025). Musk a également défié [Vladimir Poutine](#) en duel après avoir mis sa constellation de satellites [Starlink](#) et ses stations de connexion à la disposition d'une [Ukraine attaquée](#) (Glez, 2022).

Le style de leadership d'Elon Musk s'est révélé complexe, novateur, coercitif et autoritaire. Il inspire également une vision commune, remet en question les processus, encourage l'action et encourage le cœur. Globalement, le style de leadership complexe d'Elon Musk se caractérise par un mélange de qualités efficaces et exigeantes, s'efforçant de stimuler l'innovation, de résoudre les problèmes mondiaux et d'avoir un impact positif sur l'humanité (Miklaszewicz, 2023).

Elon Musk était idéologiquement opposé à l'idée que les gouvernements imposent des mesures de santé publique. En mars 2020, au début du confinement lié à la [pandémie de COVID-19](#), il a envoyé un courriel aux employés de Tesla pour leur annoncer son intention de défier les ordres et leur demander de se présenter au travail, minimisant ainsi l'importance de la COVID-19. Peu après, il a perdu une première bataille pour maintenir ouverte une usine dans le [comté d'Alameda](#), en [Californie](#), la plus productive de [Tesla](#) aux États-Unis. En avril de la même année, après que les autorités du comté ont prolongé l'ordre de maintien de l'usine, il s'est radicalisé. Lors d'une conférence téléphonique avec des analystes financiers externes, son discours est devenu ouvertement politique, à un point qui aurait été inhabituel quelques années plus tôt : « Je dirais que c'est confiner les gens de force chez eux, contrairement à tous leurs droits constitutionnels », a-t-il déclaré aux analystes, en parlant du confinement. « Mais qu'est-ce que c'est ? » a-t-il ajouté. « C'est un scandale. Un scandale... C'est fasciste ». La pandémie semble avoir provoqué un changement profond chez Musk. Les confinements étaient un exemple de ce que Musk considérait comme un péché capital : « entraver la mission » (Farrow, 2023).

En 2024, Elon Musk a publiquement reconnu consommer de la [kétamine](#). Son utilisation a été évoquée à plusieurs reprises. Par exemple, en juin 2023, le [Wall Street Journal](#) a rapporté qu'il utilisait de la kétamine à petites doses pour traiter la [dépression](#) et à doses plus élevées lors d'événements sociaux. Le 18 mars 2024, lors d'une interview avec le journaliste [Don Lemon](#), Elon Musk a détaillé sa prise de kétamine sur ordonnance pour gérer la dépression, déclarant qu'il en prenait « une petite quantité toutes les deux semaines » pour soulager un « état d'esprit chimique négatif ». Il a souligné que ce traitement l'aidait à maintenir sa productivité, ce qui, selon lui, profite aux investisseurs de Tesla. En août 2024, il a mentionné sur sa plateforme de médias sociaux, X, qu'il prenait de la kétamine lorsque son cerveau « devient extrêmement négatif ». La franchise d'Elon Musk concernant sa consommation de kétamine a suscité des discussions sur les traitements de santé mentale et les pressions auxquelles sont confrontées les personnalités. Son approche reflète un intérêt croissant pour les thérapies alternatives pour la gestion des troubles mentaux (Farrow, 2023). Des articles, notamment ceux du Wall Street Journal et de [Bloomberg](#), suggèrent une fois de plus qu'il l'utilise à petites doses pour gérer sa dépression. Il a également tweeté que la kétamine était une meilleure option que les [ISRS](#) (antidépresseurs) pour certaines personnes. Certains rapports spéculent que son comportement à risque et ses tweets imprévisibles pourraient être influencés par la consommation de kétamine. Si Musk est connu pour son éthique de travail rigoureuse et performante, l'impact de la kétamine sur son leadership et sa prise de décision reste controversé (Farrow, 2023).

Elon Musk a commencé à diffuser de [fausses informations](#) sur Twitter. Il a partagé des théories selon lesquelles l'agression physique contre [Paul Pelosi](#), le mari de l'ancienne présidente de la Chambre des représentants, aurait eu lieu après une rencontre avec un prostitué, et a retweeté des suggestions selon lesquelles les rapports identifiant avec précision un tueur de masse comme un [suprémaciste blanc](#) étaient une opération psychologique. Cette attaque s'inscrivait dans un schéma récurrent. Le [troll](#) d'Elon Musk adoptait de plus en plus le langage des réseaux sociaux [d'extrême droite](#), où le [grooming](#), la [pédophilie](#) et la traite des êtres humains étaient associés au [libéralisme](#) (Farrow, 2023).

Plus tard, en 2025, il est devenu conseiller principal du [deuxième cabinet du président américain Donald Trump](#) (Kohnert, 2025) et directeur du Département de l'efficacité gouvernementale ([DOGE](#)) depuis le 20 janvier 2025. L'influence d'Elon Musk sur la politique américaine repose en grande partie sur les fonds qu'il a dépensés pour financer la campagne de Donald Trump. Lors du cycle électoral américain de 2024, il s'est imposé comme le plus important donateur politique individuel, contribuant à hauteur d'environ 277 millions de dollars à la campagne de réélection de Trump (Siwela, 2025). Son influence s'accroît à l'échelle mondiale, y compris en [Afrique subsaharienne](#) (ASS). La relation symbiotique entre Musk et l'administration Trump 2.0 est constitutive de la nouvelle orientation de la politique. Elle est axée sur les grandes entreprises, largement exempte de toute préoccupation morale ou éthique. Ce qui compte, c'est un « bon accord » offrant le plus grand profit possible à celui qui le conclut. Cela est particulièrement vrai en politique étrangère.

Il y a huit ans, le [Washington Post](#) s'est lancé dans une devise pathétique : « La démocratie meurt dans l'obscurité ». Le nouveau propriétaire du journal, [Jeff Bezos](#), fondateur d'[Amazon](#) et multimilliardaire, ami de Trump comme Musk, a assuré que « les valeurs du Post » ne changeraient pas lorsqu'il a repris le journal en 2013 (Hanfeld, 2025). Cependant, sa politique a radicalement changé. Début 2025, il a imposé une ligne éditoriale aux rédacteurs en chef du journal : les commentaires doivent être guidés par les « piliers » que sont la liberté individuelle et le libre marché. En clair, cela signifiait que les commentateurs devaient chanter les louanges du propriétaire, dont la conception de la liberté coïncide avec celle des autres super-riches arrivés au pouvoir aux États-Unis avec Donald Trump.

La [liberté d'expression](#), au sens de diversité d'opinion, appartient au passé. Ce faisant, Trump a ajouté un élément supplémentaire au démantèlement de la démocratie que le deuxième gouvernement américain de Donald Trump mène à un rythme effréné. Trump et ses acolytes sapent l'État, attaquent l'indépendance du pouvoir judiciaire et s'en prennent à la presse, ce « [quatrième pouvoir](#) » informel dont la contribution à la démocratie est de « dire les choses telles qu'elles sont ». À leur place, Trump et son principal conseiller Elon Musk protègent leur pouvoir. La campagne contre les médias indépendants, que Trump et son entourage ont toujours dénoncés comme des créateurs de « [fake news](#) », a débuté peu après l'entrée en fonction du président par des déclarations mensongères et éhontées (Hanfeld, 2025). Des instructions ont ensuite été données aux employés des ministères et des autorités pour qu'ils annulent tous leurs abonnements aux médias. Trump a pris l'agence [Associated Press](#) comme exemple. N'ayant pas suivi ses instructions d'appeler le [golfe du Mexique](#) « golfe d'Amérique », elle a été exclue des nominations au [Bureau ovale](#). Ensuite, Trump a privé de pouvoir [l'Association des correspondants de la Maison-Blanche](#), un organisme de journalistes qui décide qui a un accès direct au président et est autorisé à monter à bord [d'Air Force One](#), par exemple. À l'avenir, les collaborateurs de Trump décideront eux-mêmes. Ce ne seront plus les journalistes des agences qui consigneront « ce qui se passe », mais les [claqueurs](#) et les propagandistes d'extrême droite qui sont dans le sillage du président (Hanfeld, 2025).

Le 15 Mars 2025 Président Trump a dénoncé [CNN](#) et [MSNBC](#) comme étant « illégales » et a ordonné la suppression de l'agence mère de « [Voice of America](#) » (VoA) (Helmore, 2025). Selon lui, CNN et MSNBC, qui écrivent littéralement 97,6 % de mal de moi, sont des branches politiques du [parti démocrate](#) et, à son avis, ils sont vraiment corrompus et illégaux. « Ce qu'ils font est illégal » il a déclaré lors d'un discours controversé au ministère de la Justice. Plus tard, les journalistes employés par le gouvernement de VoA ont été mis en congé administratif, un jour après que Trump a signé un décret supprimant l'Agence américaine pour les médias mondiaux ([USAGM](#)), la société mère de VoA, ainsi que six autres agences fédérales. Les journalistes de VoA, qui diffuse des programmes d'actualité, d'information et culturels dans près de 50 langues à l'intention d'un public mondial, ont été placés en « congé administratif » avec plein salaire et avantages sociaux jusqu'à nouvel ordre. Cette décision de placer les employés de VoA en congé administratif intervient un jour après que sa société mère a décidé de résilier les contrats avec [Associated Press](#), [Reuters](#) et [l'Agence France-Presse](#), et a demandé à ses journalistes de cesser d'utiliser les informations de ces agences (Helmore, 2025). L'impact de VOA, [BBC World Service](#) et Radio France Internationale ([RFI](#)) en [Afrique subsaharienne](#) varie en fonction de leur présence historique, de leurs offres linguistiques, de leurs contenus et de leur audience. VOA est active en Afrique subsaharienne depuis les années 1940, notamment pendant la [Guerre froide](#), où elle a servi d'outil pour promouvoir les intérêts américains et contrer l'influence soviétique. Elle diffuse en plusieurs langues africaines (par exemple, le [swahili](#), le [haoussa](#) et [l'amharique](#)) et en [anglais](#), ciblant un large public. La VOA est particulièrement influente dans les anciennes colonies anglophones, en [Afrique de l'Est](#) (par exemple, au [Kenya](#) et en [Tanzanie](#)) et en [Afrique de l'Ouest](#) (par exemple, au [Nigeria](#) et au [Ghana](#)). VOA joue un rôle important dans la promotion des valeurs américaines et la diffusion auprès de publics divers.

L'arrêt ou la réduction significative des services de « Voice of America » (VOA) pourrait avoir plusieurs conséquences sur les pays d'Afrique subsaharienne, compte tenu du rôle historique de ce radiodiffuseur dans la diffusion d'actualités, d'informations et de contenus éducatifs dans la région. La disparition de VOA pourrait avoir de vastes répercussions en Afrique subsaharienne, affectant l'accès à l'information, la liberté de la presse, l'éducation, la dynamique politique et les échanges culturels. L'ampleur de ces impacts dépendrait de la disponibilité et de la qualité des sources d'information alternatives, ainsi que de la résilience des écosystèmes médiatiques locaux.

Les avantages potentiels pour Elon Musk du démantèlement ou de la restructuration de VOA sous l'administration Trump sont indirects et hypothétiques. Sa restructuration s'inscrit dans un effort plus large de réorganisation de la radiodiffusion internationale américaine, notamment avec la création de l'Agence américaine pour les médias mondiaux ([USAGM](#)). Néanmoins, il est probable, que, si l'influence de VOA diminue, les entreprises et plateformes médiatiques privées, y compris celles détenues ou influencées par Elon Musk (comme [Twitter/X](#)), pourraient voir leur engagement et leur influence s'accroître. Cela pourrait donner à Musk un plus grand pouvoir d'influence sur le discours public. VOA jouit d'une bonne réputation, notamment dans les pays où les médias locaux sont censurés ou manquent de ressources. Cependant, elle est parfois perçue comme un outil de propagande au service des intérêts américains, ce qui peut limiter sa crédibilité auprès de certains publics.

Pendant ce temps, Musk, le principal conseiller de Trump, s'en prend au monde entier avec sa plateforme X, où il utilise des [algorithmes](#) pour déterminer quelles informations ont la plus grande portée et lesquelles périront. L'opinion de Musk, fondée sur des « faits alternatifs » et des insultes, prime naturellement (Hanfeld, 2025). Et ceux qui rendent hommage au comportement autocratique de Donald Trump, ou qui œuvrent eux-mêmes pour la transition de la démocratie vers [l'autocratie](#), sont surtout promus à l'échelle mondiale. En [Allemagne](#),

par exemple, c'est l'[AfD](#) d'extrême droite qui s'oppose à l'ordre démocratique établi dans le pays et à la position des gouvernements face à [Vladimir Poutine](#), dans son agression contre l'Ukraine (Hanfeld, 2025).

Ainsi, Donald Trump construit une nouvelle sphère publique aux côtés des magnats de la technologie. Les médias indépendants sont démantelés, inondés de fausses informations, diffamés, poursuivis en justice et économiquement attaqués. Ils sont remplacés par leur propre appareil d'information, celui du gouvernement Trump, qui domine le monde numérique. Ainsi, Elon Musk apporte la plateforme X, [Mark Zuckerberg](#) fournit [Facebook](#) et [Instagram](#), et si [TikTok](#) suit bientôt, tout cela deviendra « [Truth Social](#) » (nom du réseau social appartenant à Trump), au sens propre du terme. Ainsi, [Bezos](#) détruit un symbole de la presse libre, le « [Washington Post](#) », qui s'est engagé à critiquer et à contrôler les puissants de l'intérieur. C'est ainsi que la démocratie est mise à mal (Hanfeld, 2025).

Le règne de l'ombre d'Elon Musk s'est également étendu à la [guerre en Ukraine](#), peu après l'invasion russe, en février 2022. Un responsable du [Pentagone](#) a déclaré à propos du rôle d'Elon Musk dans cette guerre : « Nous vivons de sa bonne volonté ». Parallèlement aux attaques conventionnelles, le [Kremlin](#) a lancé des [cyberattaques](#) contre l'infrastructure numérique ukrainienne. Des responsables ukrainiens et une coalition informelle d'expatriés du secteur technologique, réfléchissant dans des groupes de discussion sur [WhatsApp](#) et [Signal](#), ont trouvé une solution : [SpaceX](#), qui fabrique une gamme de terminaux Internet mobiles appelée [Starlink](#). La portée de ces appareils est limitée, mais dans ce contexte, c'était un avantage : même si un réseau national d'antennes paraboliques était nécessaire, il serait difficile pour la Russie de couper complètement la connectivité ukrainienne. Mais les Ukrainiens craignaient que Musk, s'il était irrité, ne retire ses services. Ils avaient initialement négligé l'importance de son contrôle personnel. Au départ, Musk soutenait sans réserve la cause ukrainienne. Un an plus tard, cependant, il a fait volte-face. En 2023, Musk exprimait déjà son soutien à Vladimir Poutine. Il a tweeté une proposition pour son propre plan de paix, qui prévoyait de nouveaux référendums pour redessiner les frontières de l'Ukraine et donnait à la Russie le contrôle de la [Crimée](#). Musk a affirmé avoir parlé personnellement à Poutine. Ses consultations avec le Kremlin étaient régulières, au grand dam des responsables du Pentagone de l'administration Biden (Farrow, 2023). Par la suite, face à la réaction négative du public et avec un agacement évident, il est revenu sur ses menaces de retrait du service. « Au diable ! », a-t-il tweeté (Farrow, 2023).

L'ingérence des magnats du monde des affaires dans la politique n'est pas nouvelle. Pendant la [Première Guerre mondiale](#), [J.P. Morgan](#) a prêté des sommes considérables aux puissances alliées. Plus tard, [John D. Rockefeller Jr.](#) a investi massivement dans la jeune [Société des Nations](#). Il en va de même pour [Thyssen](#) et [Krupp](#) dans [l'Allemagne](#) impériale et nazie. Les [fondations Open Society](#) de l'investisseur américain d'origine hongroise [George Soros](#) ont soutenu la réforme de la société civile dans l'Europe post-soviétique, et le magnat des casinos [Sheldon Adelson](#) a financé des médias d'extrême droite en [Israël](#) dans le cadre de son soutien à [Benjamin Netanyahu](#) (Farrow, 2023).

Mais l'influence d'Elon Musk est plus audacieuse et plus profonde. Il existe peu de précédents où un civil est devenu l'arbitre d'une guerre entre nations. Elon Musk est devenu une figure de la pop culture hyper-exposée, et ses sautes d'humeur, de l'altruisme à la vanité, de la stratégie à l'impulsivité, ont fait l'objet d'innombrables articles (Farrow, 2023). En 2023, on a demandé à Elon Musk s'il avait plus d'influence que le gouvernement américain. Il a immédiatement répondu : « D'une certaine manière ». L'attitude d'Elon Musk rappelle apparemment celle de [Louis XIV](#) : « [L'État, c'est moi](#) » (Farrow, 2023).

La dernière preuve en date de ce jeu de « [pain et jeux](#) », made in USA, fut le scandale diplomatique à la Maison-Blanche le 28 février 2025, à l'occasion de la visite du président ukrainien [Volodymyr Zelensky](#). Une situation inédite : un président américain insulte le président d'un autre pays dans le [Bureau ovale](#), devant les caméras de télévision en direct, puis l'expulse de la Maison-Blanche. Trump sait parfaitement comment exploiter au mieux l'économie de l'attention : il veut mettre en scène un drame. Fidèle à sa devise : plus c'est choquant, plus c'est extravagant, plus c'est grossier, plus c'est inédit, mieux c'est pour l'audience (Rehfeld, 2025).

Cependant, l'humiliation de Zelensky par Trump, bien qu'inédite dans sa forme, n'était pas une nouveauté dans la politique étrangère américaine. Cela s'est déjà produit en [Amérique latine](#) (par exemple, au [Chili de Pinochet](#), au [coup d'État guatémaltèque de 1954](#) et au processus de réorganisation nationale de [l'Argentine fasciste de 1976](#)), lors de [l'assassinat du président Patrice Lumumba en RD Congo](#) en 1961, mais pas encore en Europe occidentale. Pour [Bruxelles](#), il s'agissait du tournant le plus important depuis la [Seconde Guerre mondiale](#), selon une déclaration d'[Ursula von der Leyen](#), présidente de la [Commission européenne](#), le 4 mars 2025. Apparemment, Trump souhaite également traiter les pays de l'[OTAN](#) « comme un restaurant sous le contrôle de la [mafia](#), juste assez sain pour être une source régulière d'argent de protection » (Steffens, 2025). Pour l'Europe et [l'Afrique subsaharienne](#) (ASS), cela signifie une confrontation directe avec les « politiques d'intimidation » de Trump, par exemple en [Afrique du Sud](#), comme illustré ci-dessous. Quant à l'Europe, il n'est pas tout à fait clair s'il souhaite ou non détruire l'Ukraine ou l'OTAN en coopération avec la Russie. L'objectif de sa politique d'intimidation ne doit pas nécessairement être la destruction de l'Ukraine ou la dissolution de l'OTAN. Il lui suffit d'agir comme un chef de la mafia pour obtenir une forme de protection financière. Il pourrait suffire à Trump, Musk et le vice-président [J.D. Vance](#) de transformer ces deux entités en sphères d'influence, sur le modèle de la mafia ou à l'instar des précédentes variantes de la politique d'intimidation (Steffens, 2025).

Le scandale entre Trump et Selenskyi du 28 février 2025 a révélé au grand jour la rupture au sein de la communauté de [valeurs occidentale](#) (Winkler, 2025). Sous la seconde présidence de Donald Trump, Trump et ses acolytes s'appêtent à renoncer non seulement à cette responsabilité, mais aussi à leur attachement à l'héritage normatif de leurs pères fondateurs. L'attachement immatériel aux principes de [droits humains](#) inébranlables, « [d'État de droit](#) » et de « [freins et contrepoids](#) » n'a plus aucune force motrice pour Trump et ses alliés. Cela illustre ce que de nouveaux conseillers comme Musk et Vance et leurs maîtres à la Maison-Blanche considèrent comme de la « [Realpolitik](#) ». Ils se partagent le monde de manière impérialiste et ne reconnaissent que la [Chine](#) de [Xi Jinping](#) et la [Russie](#) de [Vladimir Poutine](#) comme des sphères d'influence égales. Sur le plan international, Trump dit adieu à l'ordre fondé sur des règles, incarné par la [Charte des Nations Unies](#) de juin 1945, largement née aux États-Unis, et à l'ordre tricontinental post-Guerre froide, incarné par la [Charte de Paris](#) de novembre 1990. Cette dernière proclame la démocratie comme seule forme légitime de gouvernement et garantit à tous les États membres de l'ancienne [CSCE](#), aujourd'hui [OSCE](#), le droit à la souveraineté nationale, à l'intégrité territoriale et au libre choix de leurs alliances. Elon Musk appelle même les États-Unis à quitter [l'alliance transatlantique](#). Les conséquences de cette décision pour l'Europe constituent actuellement le sujet dominant de tous les contacts intergouvernementaux au sein de la prétendue communauté de valeurs occidentale (Winkler, 2025).

La relation entre les [États-Unis](#) et la [Russie](#), telle qu'elle s'est développée depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, ressemble à une parodie des théories de la convergence qui ont connu leur apogée dans les années 1960 et 1970. Elles affirmaient que les systèmes rivaux du [capitalisme](#) et du [communisme](#) se désidéologisaient face aux mêmes défis économiques et

technologiques, atténuant ainsi leur caractère antagoniste. Pourtant, la convergence actuelle est marquée par le rejet conjoint par [Trump](#) et [Poutine](#) des idées libérales d'ordre et de normes contraignantes. La « paix » pour [l'Ukraine](#), comme Trump aimerait le faire valoir avec Poutine, serait un arrangement sans garanties de sécurité pour l'État attaqué. Cela équivaudrait à un nouveau [Yalta](#), sans que les États-Unis puissent invoquer une situation militaire difficile comme ils l'ont fait début 1945. Cette perspective constitue une perspective inacceptable non seulement pour l'Ukraine, [l'Europe](#), mais aussi pour [l'ASS](#) (Winkler, 2025).

En ce qui concerne [l'Afrique subsaharienne](#) (ASS), Elon Musk soutient non seulement la position négative du gouvernement des États-Unis à l'égard de son pays d'origine, [l'Afrique du Sud](#), mais en est probablement le cerveau. Début février 2025, le président sud-africain, [Cyril Ramaphosa](#), a répondu aux menaces de Trump de réduire l'aide étrangère à l'Afrique du Sud en raison de prétendues saisies de terres. Il a nié toute saisie de terres. Ramaphosa a insisté sur le fait que l'Afrique du Sud était une « démocratie constitutionnelle » profondément ancrée dans l'État de droit, la justice et l'égalité. Cependant, Musk a répondu sur [X](#), demandant pourquoi l'Afrique du Sud avait des « lois foncières ouvertement racistes ». Cela a donné lieu à des spéculations selon lesquelles Musk influençait les décisions de Trump. Musk avait déjà exprimé son inquiétude face au sentiment anti-blanc en Afrique du Sud, faisant référence à des actions et à une rhétorique politiques controversées (Siwela, 2025)

Caricature 3 : « Musk verrouille USA.I.D. »



Source: © shutterstock, 2025

La décision d'Elon Musk et de Trump de terminer l'[USAID](#) a eu des effets dévastateurs sur les pays pauvres, notamment en Afrique subsaharienne, comme le [Soudan](#), menacé par la [famine](#). Ce pays est également confronté à la pire [crise de déplacement](#) au monde, avec plus de 11 millions de personnes forcées de quitter leur foyer par le conflit (Grolik, 2025). Fin 2024, le [Programme alimentaire mondial](#) a lancé une importante vague d'aide alimentaire au Soudan, doublant le nombre de personnes recevant une aide mensuelle à plus de 2 millions. La famine a été confirmée pour la première fois en août dans le [camp de réfugiés de Zamzam](#), au [Darfour-Nord](#), et s'est depuis propagée à quatre autres zones. Elle est prévue dans cinq autres zones du Darfour-Nord, entre décembre et mai 2025. Au total, 24,6 millions de personnes (environ la moitié de la population) souffrent d'insécurité alimentaire aiguë, tandis que 638 000 (le chiffre le plus élevé au monde) sont confrontées à des niveaux de faim catastrophiques, selon le Programme alimentaire mondial. En 2021, Elon Musk a accepté de céder une petite partie de sa fortune colossale, si l'[ONU](#) peut prouver comment cela contribuera à résoudre le problème de la faim dans le monde (Glez, 2021).

Caricature 4 : La fortune du Sud-Africain Elon Musk peut-elle résoudre le problème de la faim dans le monde ?



Source: © [Damien Glez](#), *the africa report*, 1er décembre 2021

Le 15 mars 2025, les États-Unis ont expulsé l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Washington, [Ebrahim Rasool](#). Le secrétaire d'État, [Marco Rubio](#), l'a accusé de haïr les États-Unis et Donald Trump (Guardian staff and agencies (2025)). Rubio a accusé l'ambassadeur d'être un « politicien raciste qui déteste l'Amérique et Trump », désignant Trump par son pseudonyme « White House X ». Rubio a fourni un lien vers un article de [Breitbart](#) concernant une conférence donnée par Rasool lors du [webinaire](#) d'un groupe de réflexion sud-africain, au cours duquel il avait évoqué les mesures prises par l'administration Trump dans un contexte où les Blancs ne seraient bientôt plus majoritaires aux États-Unis. Rasool a pointé du doigt les démarches d'Elon Musk auprès des figures [d'extrême droite en Europe](#), les qualifiant de « [sifflet à chien](#) » dans un mouvement mondial visant à rallier les personnes qui se considèrent comme membres d'une « communauté blanche en difficulté ». Rasool est un ancien militant [anti-apartheid](#) qui a purgé une peine de prison pour son activisme et est devenu membre du Congrès national africain ([ANC](#)), le parti de [Nelson Mandela](#), premier président du pays après l'apartheid. L'expulsion d'un ambassadeur est une mesure très rare aux États-Unis. Trump a publié sur sa plateforme [Truth Social](#) que « tout agriculteur (avec famille) d'Afrique du Sud souhaitant fuir ce pays pour des raisons de sécurité sera invité aux États-Unis d'Amérique et bénéficiera d'une voie rapide vers la citoyenneté ». Elon Musk, le milliardaire d'origine sud-africaine, avait auparavant accusé le gouvernement du président sud-africain Cyril Ramaphosa d'avoir des « lois ouvertement racistes sur la propriété » (Guardian, 2025).

Les stratégies d'Elon Musk visent à approfondir l'innovation dans son nouvel empire numérique afin de maintenir sa position dominante sur le marché. Il agit tel un « seigneur techno-féodal » à [l'ère féodale](#) (Yüksel, 2025). Cependant, ces objectifs vont au-delà du simple gain économique et visent à établir une [hégémonie](#) politique et culturelle sur les [marchés mondiaux](#). Musk a affiché son pouvoir et celui du [gouvernement Trump 2.0](#) de manière [autocratique](#), [répressive](#) et [charismatique](#).

En 2002, lorsque [Space X](#) d'Elon Musk a été fondée, les responsables américains ont été alarmés par la dépendance de la [NASA](#) à la technologie spatiale américaine pour les services essentiels. Ils ont averti « qu'il n'y a qu'une seule chose pire qu'un monopole gouvernemental : un monopole privé dont dépend le gouvernement » (Farrow, 2023). En 2024, le projet [Starlink](#) d'Elon Musk était opérationnel dans 114 pays, offrant un accès [Internet mondial](#), y compris en [Afrique subsaharienne](#). Si les objectifs à court terme d'Elon Musk peuvent être interprétés comme une quête de réussite commerciale, ses objectifs à moyen terme vont au-

delà de l'innovation technologique et visent à reconstruire les [infrastructures sociales](#) et [économiques](#), ainsi qu'à façonner les attentes sociétales vis-à-vis des technologies futures. Le produit Tesla « [Megapack](#) » d'Elon Musk, par exemple, favorise l'intégration des énergies renouvelables en fournissant un stockage d'énergie à l'échelle du réseau, améliorant ainsi la durabilité des infrastructures énergétiques. Ces projets reflètent la volonté d'Elon Musk de transformer la politique économique et énergétique mondiale. De plus, ses objectifs à moyen terme incluent une insistance idéologique sur la transformation des structures sociétales. Il tente de modifier les rapports de force dans les [relations internationales](#). En augmentant son influence même dans les relations interétatiques, y compris avec les pays d'Afrique subsaharienne qui intéressent les ambitions impériales de l'administration Trump et la quête de ressources africaines, Elon Musk pourrait devenir une figure importante dans les futures équations [géopolitiques](#) mondiales, d'autant plus qu'il s'assure une place importante dans la politique américaine (Yüksel, 2025).

Des efforts sans précédent sont déployés pour connecter les populations non connectées en [Afrique subsaharienne](#), dont beaucoup vivent dans des zones rurales touchées par des conflits (Stremlau, 2020). Le [Programme de développement durable](#) des Nations Unies définit les objectifs que tous les pays devraient adopter pour lutter contre la pauvreté et instaurer la paix dans le monde au cours des quinze prochaines années, notamment l'engagement de fournir une connexion Internet pour tous d'ici 2020 (Nations Unies, s.d.). S'il semble évident que cet objectif ne sera pas atteint, des expériences ambitieuses sont en cours. Les entreprises occidentales tentent de montrer la voie. [Google](#), par exemple, expérimente des [drones](#) et des [montgolfières](#) dans le cadre du « [Projet Loon](#) ». Les ballons en sont actuellement à leur premier essai commercial dans des communautés rurales et montagneuses du [Kenya](#), où la construction d'infrastructures au sol serait coûteuse.

La société [SpaceX](#) d'Elon Musk a lancé le premier de ce qui devrait être des dizaines de milliers de satellites qui, espère-t-il, assureront une couverture Internet mondiale depuis l'espace en volant en orbite basse au-dessus de la Terre (Stremlau, 2020). Le 3 août 2008, sa société SpaceX a tenté pour la troisième fois de mettre une fusée en orbite. Juste au moment où le deuxième étage se séparait, le carburant résiduel du premier étage l'a propulsé vers l'avant, et les deux parties sont entrées en collision en plein vol, faisant dévier le vaisseau de sa trajectoire. Ce fut un désastre. Musk était au bord de la [faillite](#) ; il n'avait prévu que trois lancements (principalement financés par le gouvernement américain et ses propres fonds). Ils ont tous échoué (Williams, 2023).

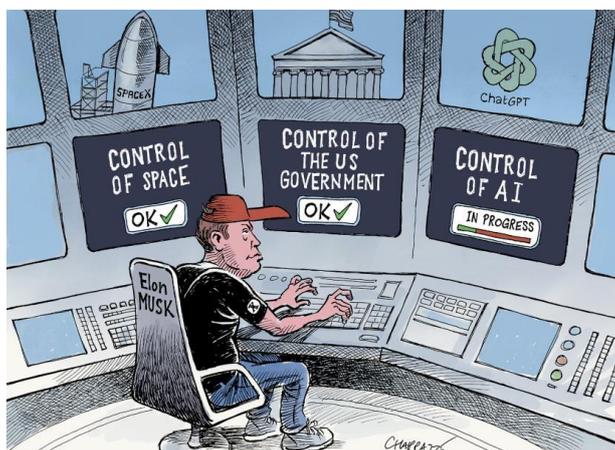
Le 7 mars 2025, l'ambitieux programme « [Starship](#) » de SpaceX a subi un nouveau revers majeur : son huitième vol d'essai s'est soldé par un échec. Le vaisseau spatial, conçu pour des missions dans l'espace lointain, a perdu le contrôle quelques minutes après son arrivée dans l'espace, se brisant et dispersant des débris au-dessus de la [Floride](#) et des [Bahamas](#). Il s'agissait du deuxième échec consécutif pour « Starship » en 2025, ce qui soulève des questions sur les défis du développement d'un système spatial entièrement réutilisable. Malgré cette déception, SpaceX poursuit ses efforts, sous la surveillance étroite de la NASA, car « Starship » reste un élément essentiel des futures [missions lunaires](#) et [martiennes](#) (Norcross, 2025).

Malgré cela, [Facebook](#) a récemment annoncé un projet de construction de [câbles sous-marins](#) autour du continent, un projet baptisé « [Simba](#) », d'après Le Roi Lion de Disney (un titre peu susceptible de dissiper les inquiétudes selon lesquelles ces efforts s'inscrivent dans une nouvelle forme de [colonisation](#)). L'accès devrait être offert en accès libre et est en partie motivé par les efforts visant à étendre la portée de [Free Basics](#) (un service Facebook qui se connecte aux opérateurs de télécommunications locaux et permet aux utilisateurs d'accéder

gratuitement à Facebook et à certains sites web) et aux produits connexes. Alors que les marchés nord-américain et européen sont proches de la saturation, les pays en développement, en particulier l'Afrique, offrent un marché de croissance pour le prochain milliard d'utilisateurs. Mais l'impact de ces technologies sur les populations touchées par les conflits a été peu évoqué (Stremlau, 2020).

Outre « [Starlink](#) » (SpaceX) et [Twitter \(X\)](#), un autre projet intéresse particulièrement les Africains : « [Paypal](#) ». Musk a engrangé ses premiers millions en créant et en revendant le service de paiement en ligne Paypal. Les services similaires proposés par des entreprises françaises ont été salués par de nombreuses personnes, notamment dans les pays [francophones d'Afrique de l'Ouest](#) comme le [Bénin](#) et le [Togo](#), où l'accès aux services bancaires est limité, notamment dans les zones rurales reculées. Ainsi, en février 2020, trois nouveaux acteurs ont rejoint le projet « [Cizo](#) » au Togo, qui avait déjà réussi à électrifier 40 000 foyers au Bénin voisin en 2019. Il s'agit des fournisseurs hors réseau [Fenix International](#), [Solergie](#) et [Moon](#). Fenix International, filiale [ougandaise](#) du géant français de l'énergie [Engie](#), était en concurrence avec Solergie, qui opère au Togo grâce à un partenariat avec le géant pétrolier français [Total](#). L'entreprise belge propose une solution appelée « [SolergieBox](#) ». Il s'agit d'un mini-réseau composé de panneaux solaires, d'un onduleur et d'une batterie pour stocker l'électricité. Ce système solaire hors réseau peut desservir 8 foyers en zones rurales. Les foyers raccordés au mini-réseau peuvent régler leurs factures grâce au « [mobile money](#) », un système de paiement par téléphone portable. Le téléphone portable est également un élément clé du service proposé par Moon. Cette entreprise française, également impliquée dans le projet « Cizo », propose des kits solaires domestiques. Leurs kits sont composés de panneaux solaires, d'un système de stockage et de ports USB pour recharger les téléphones portables. Contrairement à d'autres fournisseurs de kits solaires, leur solution est fournie avec un smartphone (« [Moonphone](#) ») sur lequel est installée une application permettant de payer le kit solaire par petits montants (paiement à l'utilisation) (Kohnert, 2021).

Caricature 5 : « Elon Musk est après ChatGPT »



Source: © *chappatte* –global cartoons, 12 février 2025

Cependant, le service de paiement à l'utilisation de [PayPal](#) semble hors de portée de la plupart des Africains : un abonné doit déboursier 499 \$ (environ 420 €) pour l'équipement (antenne parabolique, trépied, câble d'alimentation et routeur), puis 99 \$ par mois pour la connexion. Malgré ces limitations, [Starlink](#) avait entamé des discussions avec les régulateurs [Nigerian](#) et [sud-africain](#) afin d'obtenir des licences d'opérateur local en 2021 (Velluet, 2021).

En mars 2023, une pétition lancée par Elon Musk demandant un moratoire de six mois sur l'innovation en matière de [chatbots IA](#) a commencé à circuler, soulevant de sérieuses inquiétudes éthiques quant à la révolution de l'IA. Il est donc crucial pour un continent comme l'Afrique, qui a été largement consommateur de ces technologies plutôt qu'innovateur, d'élaborer d'urgence des politiques pour les protéger. La révolution de l'IA en cours, alimentée par les avancées significatives des technologies basées sur l'[IA](#) générative, exige une réponse urgente du continent africain afin de garantir que les dommages potentiels associés à cette technologie de pointe soient atténués.

La « course aux armements » menée par de grandes entreprises technologiques telles que [Google](#), [DeepSeek](#) et [Meta](#) pour développer des chatbots capables de rivaliser avec la technologie [ChatGPT-4.0](#) d'[OpenAI](#) accélère non seulement le rythme de la révolution de l'IA, mais met également en évidence le caractère à double tranchant de cette technologie (Chagonda, 2024). Dès juillet 2017, Musk avertissait qu'il était nécessaire de [réglementer l'IA](#) avant qu'elle ne devienne un danger pour l'humanité, car elle représente un risque fondamental pour l'existence de la [civilisation](#) (Vincent, 2017). Il comparait le travail sur l'IA à « invoquer le démon » et exhortait les gouvernements à commencer à la réglementer dès maintenant. Selon lui, l'IA est un cas rare où il faut être proactif plutôt que réactif en matière de réglementation, car il estime que si nous sommes réactifs en matière de réglementation de l'IA, il est trop tard. L'apprentissage automatique pourrait également servir à masquer des activités humaines contraires à l'éthique. La plus grande menace est sans doute le contrôle massif de la population par le biais de messages ciblés et d'armées de [robots de propagande](#). Les chercheurs ont averti que le manque d'intérêt de l'administration Trump pour l'IA (et la science en général) signifie que de nombreux aspects de ce domaine émergent ne recevront pas l'examen qu'ils méritent (Vincent, 2017).

Bien que [l'Afrique subsaharienne](#) soit divisée par de multiples frontières issues de l'héritage colonial et de divisions ethniques, elle doit développer un cadre éthique pour l'IA qui protège la majorité de sa population, qui vit dans la pauvreté et est susceptible d'être la cible des préjugés associés aux technologies de l'IA. Selon ses promoteurs, ce cadre devrait être largement ancré dans la philosophie africaine d'[Ubuntu](#), mais aussi suffisamment pragmatique pour intégrer les aspects positifs des courants philosophiques du Nord, comme la [déontologie](#), qui place les principes et règles éthiques largement au-dessus des résultats qu'ils produisent (Chagonda, 2024).

L'[Afrique](#) s'impose également comme un acteur majeur des [activités spatiales](#), avec 22 pays africains dotés [d'agences spatiales](#) et 59 [satellites africains](#) en orbite, coordonnées par la Regional African Satellite Communication Organization ([RASCOM](#)), une organisation intergouvernementale pan-africaine composée de 45 pays dont le siège se trouve à [Abidjan](#). Bien que l'Afrique ne dispose pas encore de ses propres capacités de lancement, des projets de ports spatiaux sont en cours sur le continent. Les ambitions spatiales de l'Afrique sont soutenues par des partenariats régionaux et mondiaux, et l'économie spatiale africaine devrait atteindre 22,64 milliards de dollars d'ici 2026. Les pays africains recherchent activement le soutien des grandes puissances spatiales mondiales comme la [Chine](#), la [Russie](#) et les [États-Unis](#), et les partenariats avec des entreprises comme [SpaceX](#) jouent un rôle essentiel. L'engagement de l'Afrique dans les initiatives spatiales offre des opportunités de coopération culturelle, économique, éducative et scientifique, ainsi que de renforcement des relations diplomatiques sur la scène internationale (Firsing, 2024).

Les bénéfices de l'exploration spatiale devraient être accessibles à tous les pays, quel que soit leur niveau de développement scientifique, technologique et économique, et ne devraient pas se limiter aux pays dotés d'un programme spatial. La décision de [l'Union africaine](#) de créer

une [Agence spatiale africaine](#), dont le siège serait au [Caire](#) en [Égypte](#), devrait permettre de réaliser pleinement son potentiel pour faire progresser la politique et la stratégie spatiales africaines, en tant que moteur essentiel de [l'Agenda 2063](#) de l'Union africaine (Mefteh, 2023). L'utilisation de l'espace est considérée comme un facteur clé pour relever le triple défi de l'ASS. À cet égard, il convient de mentionner la « [doctrine argentine](#) » (Ferreira, 1952), qui stipule que les bénéfices tirés de l'exploitation des ressources spatiales doivent être offerts à toute l'humanité sans discrimination, et que des mesures doivent être prises pour partager ces bénéfices de manière à promouvoir de meilleurs niveaux de vie et des conditions de croissance économique, conformément à l'article 55(a) de la [Charte des Nations Unies](#) (Williams 1970, 157-158) (Mefteh, 2023). En outre, une économie spatiale devrait reposer sur ce que le droit international appelle le « [patrimoine commun de l'humanité](#) », notion précisée dans le contexte du droit spatial. Le concept de patrimoine commun est apparu lors des discussions sur le [droit de la mer](#) aux Nations Unies en 1967 (Mefteh, 2023).

Le Bureau des affaires spatiales des Nations Unies ([UNOOSA](#)) œuvre pour une coopération internationale forte dans le domaine spatial, la pérennité de l'exploration spatiale et l'inclusion des pays en développement dans les bénéfices de l'espace. La mission de l'UNOOSA est de promouvoir les utilisations pacifiques de l'espace et de veiller à ce que les avantages des technologies et applications spatiales soient accessibles à tous, partout dans le monde. L'Union internationale des télécommunications ([UIT](#)), quant à elle, se consacre à connecter tous les peuples du monde, où qu'ils vivent et quels que soient leurs moyens, afin qu'ils puissent communiquer efficacement grâce aux technologies radio et satellite. Le programme « [KiboCUBE](#) » UNOOSA/[JAXA](#), l'un des programmes phares de l'initiative, a déjà permis au [Kenya](#) et au [Guatemala](#) de lancer leurs premiers satellites. D'autres lauréats du programme devraient suivre, [l'île Maurice](#) étant probablement la prochaine destination, ce qui est très prometteur (Union internationale des télécommunications 2021) (Mefteh, 2023).

Le partenariat des [géants de la tech](#) avec l'autoritarisme est un problème grave et non résolu. Elon Musk a affirmé que cet acte de censure était dans l'intérêt général. Le compte Global Government Affairs de l'entreprise a expliqué dans un tweet qu'il était préférable de restreindre l'accès à quelques comptes plutôt que, par exemple, de fermer le site web en [Turquie](#) dans les semaines précédant une élection. Ce genre de soumission aux autocrates par les entreprises technologiques n'est ni unique ni nouveau. D'ailleurs, [X](#) a fait de même en [Inde](#) en avril 2023, bloquant l'accès à des journalistes, des militants et un député de premier plan à la demande du gouvernement populiste [Modi](#). Les actions d'Elon Musk rappellent avec force que les géants de la tech, et pas seulement les États, sont des acteurs actifs de la répression transnationale à travers le monde. Au [Moyen-Orient](#), en particulier dans les riches États autoritaires du Conseil de coopération du Golfe ([CCG](#)), les taux élevés de pénétration numérique offrent des marchés d'exploitation tentants. Les régimes autoritaires et les entreprises technologiques partagent une similitude frappante : un appétit pour les informations sur leurs populations. Alors que les géants du numérique exploitent ces données à des fins publicitaires, les États autoritaires les utilisent pour renforcer leur emprise sur leurs populations. Les entreprises ne sont pas simplement soumises à l'État. L'histoire regorge d'exemples montrant comment, pour reprendre les termes de [William Dalrymple](#) à propos de la [Compagnie des Indes orientales](#), les entreprises peuvent se déchaîner et devenir plus puissantes, et parfois plus dangereuses, que des nations, voire des empires (Jones, 2023). Les entreprises technologiques sont des sociétés, et non des organisations caritatives. Leur raison d'être est de faire de l'argent. Elles cherchent à maximiser leurs profits en élargissant leur audience et en préservant l'accès aux recettes de l'État autoritaire. Les régimes eux-mêmes sont répressifs, mais les entreprises technologiques fournissent des outils utiles de surveillance et d'intimidation. De plus, des entreprises comme [Meta](#) hésitent à s'attaquer à la répression transnationale si cela nuit à leurs résultats financiers. Les discours de haine sur

[Facebook](#) ont contribué au [génocide au Myanmar](#), en partie à cause du manque de modération des contenus en [birman](#). Cette philosophie des entreprises du Nord, qui exploitent les données du Sud avec une responsabilité minimale, est qualifiée de « [colonialisme des données](#) ». Comme l'ont révélé des lanceurs d'alerte, les entreprises de médias sociaux comme Facebook sont moins vigilantes en matière de surveillance de la (dés)information dans les pays où elles sont moins susceptibles de subir une publicité négative ou où cela pourrait nuire à leurs intérêts politiques. Cette exploitation ne résulte pas de l'ignorance de la [Silicon Valley](#) à l'égard de ces régions. Au contraire, il s'agit d'une indifférence calculée (Jones, 2023).

Le monde extérieur aux États-Unis et en Europe ressemblait fondamentalement au [Far West](#). Aux yeux des Occidentaux, la répression numérique ne posait réellement problème que lorsqu'elle provenait des ennemis des États-Unis et non de leurs alliés. À l'inverse, les réseaux sociaux peuvent faciliter la répression contre des pays que les États-Unis considèrent comme des alliés stratégiques, comme [Israël](#). Les algorithmes de curation de Facebook, par exemple, ont supprimé les contenus favorables à [la Palestine](#), réduisant ainsi la visibilité des Palestiniens en ligne. Parallèlement, des entreprises comme Google et Amazon ont été critiquées pour leur soutien à l'occupation, notamment en participant au [projet Nimbus](#), un accord de 1,2 milliard de dollars visant à fournir à Israël et à ses forces d'occupation des services d'intelligence artificielle et d'autres technologies (Jones, 2023).

[Google](#) réduit systématiquement au silence les voix palestiniennes, juives, arabes et musulmanes préoccupées par sa complicité dans les violations des droits humains des Palestiniens, allant jusqu'à exercer des représailles officielles contre les travailleurs et à créer un climat de peur. De même, [X](#) interdit la publicité politique payante. Pourtant, invoquant le contexte local, la plateforme autorise la propagande politique soutenant les [autocrates](#) de pays comme [l'Arabie saoudite](#), où les droits humains sont bafoués. Le problème de la répression et de l'autoritarisme numériques est souvent présenté comme le fait exclusif d'États comme la [Chine](#), [l'Iran](#) ou la [Russie](#). Or, cette conception est erronée. Les régimes autoritaires du monde entier, y compris les autocrates africains, comme celui de la famille [Gnassingbé](#) au [Togo](#), et les [géants technologiques](#) américains convergent vers une répression transnationale par une combinaison de contrôle des contenus, de surveillance et de collecte de données. Les géants technologiques en quête de profit modèrent souvent sélectivement les contenus et amplifient certains discours, tout en supprimant d'autres contenus en raison d'intérêts commerciaux ou d'alignements géopolitiques. Le rachat de X par Elon Musk a incité d'autres entreprises technologiques, comme [Meta](#) et [YouTube](#), à revenir sur leurs propres engagements en matière de lutte contre les discours de haine, la désinformation et autres formes de contenus préjudiciables. De plus, les entreprises technologiques continuent de rivaliser avec les États autoritaires du [Moyen-Orient](#) et [d'Afrique du Nord](#) pour capter leur audience et leurs capitaux. Cette expansion dans la région pourrait s'accélérer si elles cherchent à combler les déficits financiers engendrés par le durcissement des lois sur la protection de la vie privée dans les grands marchés comme l'Union européenne (Jones, 2023).

2. Études de cas:

Caricature 6 : « *Elon Musk massacre l'USAID* »



Source: © [Ella Baron](#), *The Guardian*, 9 février 2025

[Elon Musk](#) a investi ou prévoit d'investir dans plusieurs pays [d'Afrique subsaharienne](#) (ASS), notamment dans les domaines des [communications par satellite](#) et des [énergies renouvelables](#). Les défis réglementaires et les réglementations locales jouent un rôle important. L'ASS intéresse particulièrement Musk en raison du potentiel croissant de la région en matière de technologie, d'énergies renouvelables et de connectivité. Bien qu'Elon Musk n'ait pas personnellement investi directement dans la région, ses entreprises ont lancé des projets ou manifesté leur intérêt pour y étendre leur présence. Voici quelques-uns des principaux pays et projets. Les entreprises d'Elon Musk devraient continuer à accroître leur présence en Afrique subsaharienne, notamment dans des domaines comme les énergies renouvelables, la connectivité internet et les infrastructures pour [véhicules électriques](#). Les vastes ressources naturelles de la région, sa [population croissante](#) et sa demande croissante en technologies en font une zone stratégique pour les investissements futurs. Cependant, des défis tels que les obstacles réglementaires, le manque d'infrastructures et l'instabilité politique pourraient impacter le rythme de ces projets.

Les trois principaux pays [d'Afrique subsaharienne](#), [l'Afrique du Sud](#), le [Nigeria](#) et le [Kenya](#), sont également les principales cibles des investissements d'Elon Musk. L'Afrique du Sud, berceau d'Elon Musk, est une cible clé pour ses projets. En décembre 2024, Elon Musk a discuté avec le président [Cyril Ramaphosa](#) de la possibilité d'y construire une usine de [batteries Tesla](#). Mais des défis réglementaires se posent. La législation sud-africaine sur les licences exige que 30 % des actions de l'entreprise soient attribuées à des entreprises appartenant à des Noirs, ce que Musk a critiqué comme étant « manifestement raciste ». Cette réglementation a retardé le lancement de [Starlink](#) en Afrique du Sud. Au [Nigeria](#), Starlink, le service Internet par satellite de SpaceX, a été lancé en 2023. Entre-temps, le nombre d'abonnés nigériens au service Internet par satellite a presque triplé entre fin 2023 et septembre 2024, passant de 23 897 utilisateurs fin 2023 à 65 564 abonnés en septembre 2024 (Yieke, 2025).

Le gouvernement Nigerian est en pourparlers avec Starlink pour créer des emplois et améliorer les infrastructures numériques. Au [Lesotho](#), Elon Musk a rencontré le Premier ministre du Lesotho, [Sam Matekane](#), en septembre 2024, pour discuter de l'amélioration de la connectivité dans le pays. Cela pourrait être le signe d'investissements futurs dans les infrastructures numériques. En [Namibie](#), Starlink a reçu l'ordre de cesser ses activités pour exploitation sans la licence de télécommunications requise. L'Autorité de régulation des

communications de Namibie ([CRAN](#)) a mis en garde le public contre l'achat de terminaux Starlink ou l'abonnement aux services de l'entreprise.

D'autres pays importants d'Afrique subsaharienne intéressent Musk : le [Rwanda](#), la [République démocratique du Congo](#), le [Mozambique](#), le [Malawi](#) et la [Zambie](#). Le Rwanda a adopté Starlink pour améliorer sa connectivité internet et soutenir sa vision de devenir un pôle technologique en [Afrique de l'Est](#). Bien que n'étant pas directement lié à Musk, les avancées du Rwanda dans le domaine des [drones](#) (par exemple, [Zipline](#)) s'inscrivent dans l'intérêt plus large de ce dernier pour l'innovation et la technologie. La République démocratique du Congo (RDC) suscite l'intérêt en raison de ses [terres rares](#), notamment l'extraction du [cobalt](#) (Kohnert, 2024a). La RDC est un important fournisseur mondial de cobalt, un minéral essentiel pour les batteries des véhicules électriques de Tesla. Tesla a cherché à s'approvisionner en cobalt de manière éthique et durable dans la région. De plus, le vaste potentiel hydroélectrique de la RDC pourrait soutenir les projets énergétiques de Tesla dans la région. Starlink se développe activement en Afrique subsaharienne, notamment dans des pays comme le Mozambique, le Malawi et la Zambie, afin de fournir un accès internet abordable et fiable. Le [Powerwall](#) et les produits solaires de [Tesla](#) sont à l'étude dans divers pays.

Caricature 7 : « Musk Meme »²



Source: © [Zapiro](#), *Daily Maverick*, 21 janvier 2025

[SolarCity](#) est un autre projet phare d'Elon Musk en Afrique subsaharienne. Il a d'abord eu l'idée de fournir directement aux consommateurs des systèmes de panneaux solaires économiques et hautement performants intégrant des technologies de batteries (Wandasan, Hawk et Cheatham, 2018). Peter et [Lyndon Rive](#), tous deux cousins d'Elon Musk, ont cofondé SolarCity Corporation en 2006 et ont exploité l'accès à des panneaux solaires à bas prix pour remporter leurs premiers succès dans le secteur [photovoltaïque](#). Au fil des ans, SolarCity est devenue la première entreprise du secteur à proposer une solution de système photovoltaïque tout-en-un, directement destinée aux consommateurs, intégrant la conception, la vente, le financement, l'installation, la surveillance et d'autres services. Les investissements de l'entreprise dans la production interne de panneaux solaires ont permis une croissance significative, qui s'est encore accrue après son acquisition par Tesla, la société d'Elon Musk, en 2016. En août 2016, les actionnaires de Tesla ont approuvé la proposition de Musk d'acquérir SolarCity et de fusionner les deux entreprises afin de leur permettre de développer leurs activités de batteries et de panneaux solaires. Une collaboration fructueuse avec [Panasonic](#) sur un pack de batteries baptisé « [Powerwall](#) » a permis à Tesla de produire un dispositif de stockage d'énergie révolutionnaire, actuellement sans concurrence. En moyenne,

² Elon Musk a été accusé d'avoir fait le [salut nazi](#) lors des célébrations de l'investiture de Trump. Le geste d'Elon Musk était-il un salut nazi ou un signe de puissance romain ? « Le geste parle de lui-même » : les Allemands réagissent au salut nazi apparent d'Elon Musk.

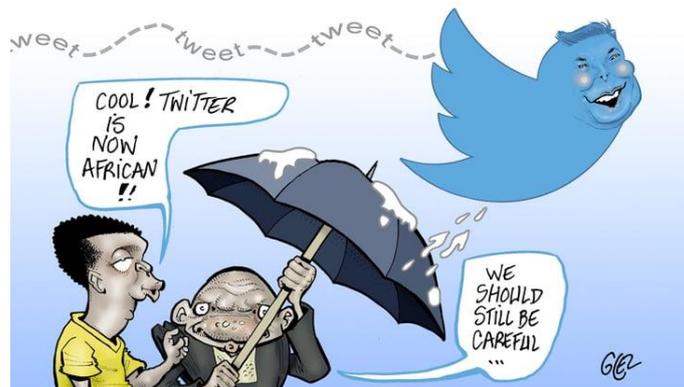
le « Powerwall 2 » offre une capacité supérieure de 5 kW et coûte environ 800 \$ de moins par kWh que ses concurrents actuels, tout en intégrant un onduleur à un prix compétitif. Depuis décembre 2013, SolarCity soutient les efforts des [Nations Unies](#) pour lutter contre le [changement climatique](#) et garantir l'accès à l'électricité à l'échelle mondiale d'ici 2030, par l'intermédiaire de sa « [Give Power Foundation](#) ».

Au [Liberia](#), par exemple, l'adoption d'une alternative à l'énergie solaire et à batterie a été perçue comme une situation gagnant-gagnant, tant pour le Liberia que pour les États-Unis. On s'attendait à ce que, grâce à l'amélioration de l'éducation et des opportunités éducatives, l'économie libérienne se développe et stabilise le gouvernement, le protégeant ainsi de sa vulnérabilité face aux autres acteurs étatiques et non étatiques opérant dans la région (Wandasan, Hawk et Cheatham, 2018). L'énergie solaire à batterie a également contribué à la création d'emplois. À titre d'exemple, la [centrale solaire Ivanpah](#), la plus grande centrale solaire thermique au monde au Liberia, a été développée par [Brightsource](#) et [Bechtel](#) et devrait « créer quelque 1 000 emplois au plus fort de la construction, des emplois permanents et des retombées économiques totales de 3 milliards de dollars ». La production d'hydroélectricité grâce au projet actuel de rénovation de la [centrale hydroélectrique du Mont Coffee](#) par la MCC conduira aux mêmes fins. Avec SolarCity, l'ambition de Musk offrirait la possibilité d'instaurer la stabilité au sein du gouvernement et de l'économie. Un projet de consortium d'énergie solaire entre les nations [d'Afrique de l'Ouest](#) mis en œuvre par la MCC, en coopération avec des sociétés privées telles que Tesla, SolarCity et Give Power Foundation, serait beaucoup plus avantageux pour créer la stabilité, la sécurité énergétique, la sécurité nationale et les effets secondaires et tertiaires ultérieurs sur les plans politique, militaire, économique, social, informationnel, infrastructurel, environnemental et sanitaire, ainsi que sur les eaux usées, l'eau, l'électricité, les universitaires, les déchets, les soins médicaux et la sécurité ([PMESII-PT/SWEAT-MS](#)) dans toute la région (Wandasan, & Hawk & Cheatham, 2018).

Cependant, l'imaginaire d'Elon Musk concernant le changement climatique et son impact sur le discours sur la durabilité correspond au [dénier du changement climatique](#) de Trump et de ses amis. Musk a développé un imaginaire sociotechnique qui crée un discours rivalisant avec la conception conventionnelle de la [durabilité](#). La notion [multiplanétaire](#) de durabilité s'étend à la vie au-delà de la Terre pour assurer la survie à long terme de l'humanité, facilitée par la technologie SpaceX. Cette vision a créé une division, par exemple parmi les utilisateurs de X (Twitter), entre partisans et opposants. Si les partisans soutiennent la notion multiplanétaire de durabilité, les opposants soutiennent que la durabilité « planétaire », c'est-à-dire le respect des limites planétaires, devrait primer. Cela pourrait poser de nouveaux défis pour l'élaboration des politiques et la [gouvernance](#), ainsi que pour la compréhension et les implications futures potentielles des discours émergents sur la durabilité à l'interface Terre-espace (Wagenknecht, 2024).

2.1 L'impact d'Elon Musk sur l'Afrique du Sud

Caricature 8 : Elon Musk : l'Africain qui veut déchaîner Twitter



Source: © [Damien Glez](#), *the africa report*, 26 avril 2022

Comme mentionné précédemment, Elon Musk est né à Pretoria, en Afrique du Sud, et a exprimé son intérêt à contribuer au développement du pays, mais selon ses propres conditions. Starlink a été approuvé en Afrique du Sud et devrait améliorer la connectivité internet, notamment dans les zones rurales. Tesla explore les opportunités offertes par les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire et le stockage sur batterie, pour faire face à la crise énergétique et aux fréquentes coupures de courant en Afrique du Sud. Cependant, Pretoria n'ayant pas respecté ses ambitions et mis en œuvre une politique d'équité entre la minorité blanche afrikaner (boer) et la majorité noire, les relations se sont dégradées.

Un autre projet inventif d'Elon Musk en Afrique du Sud est le concept [Hyperloop](#). On lui attribue le mérite d'avoir remis ce concept au goût du jour. Fin 2016, il a eu l'idée de créer son entreprise de creusement de tunnels, The [Boring Company](#), qui vise à permettre aux usagers d'éviter le trafic urbain sur les autoroutes souterraines. Actuellement, il n'existe que le tunnel d'essai de [Hawthorne](#), dans le [comté de Los Angeles](#), et, à partir d'avril 2021, une boucle à double tunnel de 1,83 km, assurant un service de navettes en voitures Tesla au Palais des congrès de [Las Vegas](#). Des projets d'extension sont toutefois prévus et des négociations sont en cours pour d'autres projets.

Cependant, bien avant l'implication d'Elon Musk dans le renouveau de l'Hyperloop et la construction de tunnels, d'autres innovateurs nés en Afrique du Sud réalisaient d'importantes inventions liées aux tunnels ou aux trains (Bruton, 2021). En 2016, une entreprise sud-africaine, [DCD Rolling Stock](#), a révolutionné la fabrication de bogies ferroviaires en abandonnant la conception traditionnelle basée sur le moulage au profit de la fabrication d'acier laminé à chaud. Cela a permis d'importantes réductions de poids grâce à l'utilisation d'une épaisseur d'acier parfaitement adaptée pour obtenir la résistance requise sans suringénierie. L'entreprise parapublique sud-africaine [Transnet](#) a développé sa première locomotive indigène, la [Trans-Africa Locomotive](#) (TAL), spécialement conçue pour les conditions africaines. Lancée en 2017, cette locomotive diesel offre une solution économique pour la majorité des lignes ferroviaires africaines actuellement inutilisées, et Transnet prévoit de vendre les TAL à d'autres pays africains afin de dynamiser le transport ferroviaire sur le continent. Transnet Engineering fabrique et commercialise également des bogies ferroviaires, des voitures de voyageurs et des wagons de marchandises adaptés aux conditions africaines. Le CSIR a perfectionné le détecteur ultrasonique de rails cassés ([UBRD](#)) pour détecter les

ruptures dans les rails de train et communiquer ces informations à distance aux ingénieurs ferroviaires (Bruton, 2021).

Lors du 10e anniversaire du Forum pour l'émancipation économique (EEF) en juillet 2023, le président de l'organisation, [Julius Malema](#), a de nouveau été vu (et entendu) chanter la chanson « [Kill the Boer](#) » (Ryan, 2023). Depuis, le sujet a suscité de nombreux débats, non seulement en Afrique du Sud, mais aussi à l'étranger. Elon Musk a même tweeté à ce sujet, demandant au président sud-africain Cyril Ramaphosa pourquoi il gardait le silence alors que Malema et l'EFF, le troisième parti politique du pays, appelaient au prétendu « génocide des Sud-Africains blancs ».

Caricature 9 : « Reinforcer – Musk canalise Trump sur l'Afrique du Sud »



Source: © Brandon Reynolds, [BusinessDay](#), 28 avril 2022

Une grande partie des grands médias internationaux ont donné raison à l'EFF sur cette question, arguant que « Kill the Boer » était censé être un chant de lutte et ne devait pas être pris au pied de la lettre. Même la [Cour pour l'égalité](#) a statué que la chanson ne devait pas être prise au pied de la lettre après qu'[AfriForum](#) a poursuivi Malema et l'EFF pour avoir encouragé le meurtre de Sud-Africains blancs en l'interprétant (Ryan, 2023). Les chants de lutte ont une place dans l'histoire de la lutte de l'Afrique du Sud contre l'inhumanité de [l'apartheid](#). En particulier, la plupart des agriculteurs s'impliquent activement pour tenter de réparer les torts du passé en encadrant et en finançant les nouveaux agriculteurs et les agriculteurs émergents. Cependant, et il ne faut pas l'ignorer, la lutte actuelle des Sud-Africains, qu'ils soient blancs ou noirs, n'a que peu à voir avec le passé. L'[ANC](#) est au pouvoir depuis près de trois décennies, et si des vestiges du passé subsistent et que des répercussions se feront sentir pendant de nombreuses années, le principal obstacle à la réussite des Sud-Africains reste la défaillance des infrastructures, le chômage et la pauvreté. La responsabilité de cette situation incombe en grande partie à la corruption et aux pillages provoqués et présidés par l'ANC au pouvoir (Ryan, 2023). On ne peut pas non plus ignorer le fait que des agriculteurs blancs sont assassinés en Afrique du Sud. Mais qualifier cela de « génocide » est irresponsable et traître. Pourtant, au moins sept agriculteurs ont été attaqués et/ou tués depuis que Malema a chanté la chanson. Il s'agit d'une augmentation considérable d'année en année, et il serait insensé d'ignorer purement et simplement ces statistiques. Si « Kill the Boer » vise réellement à « se mobiliser contre un système oppressif », comme l'a déclaré l'EFF, alors le parti ne devrait hésiter à condamner ces crimes odieux ni à rappeler à ses partisans que la chanson ne doit pas être prise au pied de la lettre. Bien sûr, cela n'arrivera pas, car l'EFF ne restera pertinent que tant qu'il pourra semer la désunion parmi les Sud-Africains. Les

Africains de toutes origines et de toutes croyances doivent montrer aux partis politiques qu'ils ne se laisseront plus jamais ségréguer sur la base de leur origine ethnique. La majorité des Sud-Africains vivent en paix et dans l'unité. Ils sont confrontés à de graves problèmes de pauvreté et d'inégalités, qui sont les plus élevées au monde et qui sont en elles-mêmes un facteur de division, mais la séparation ne peut les surmonter. Il faudra une approche unie pour relever ces défis, et la plupart des Sud-Africains sont prêts à travailler ensemble (Ryan, 2023).

Des questions ont été soulevées quant au rôle joué par Elon Musk dans la position négative adoptée par le gouvernement américain à l'égard de l'Afrique du Sud (Siwela, 2025). Début février 2025, le président [Cyril Ramaphosa](#) a réagi aux menaces de Trump de réduire l'aide étrangère à l'Afrique du Sud en raison de prétendues saisies de terres et a nié toute confiscation de terres. Il a souligné que l'Afrique du Sud est une « démocratie constitutionnelle » profondément ancrée dans [l'État de droit](#), la justice et l'égalité. Cependant, Musk a répondu à Ramaphosa sur X, demandant pourquoi l'Afrique du Sud a des « lois foncières ouvertement racistes ». Cependant, Donald Trump et Elon Musk avaient en tête une autre forme d'accaparement des terres. Trump a ouvertement menacé le peuple du [Groenland](#) de prendre le contrôle de cette plus grande île du monde, riche en ressources minérales et d'une importance géostratégique immense, sous une forme ou une autre (Glez, 2025).

Caricature 10 : « Terre promise - Cyril Ramaphosa :
Une étrange danse autour de la loi de réforme agraire sud-africaine »



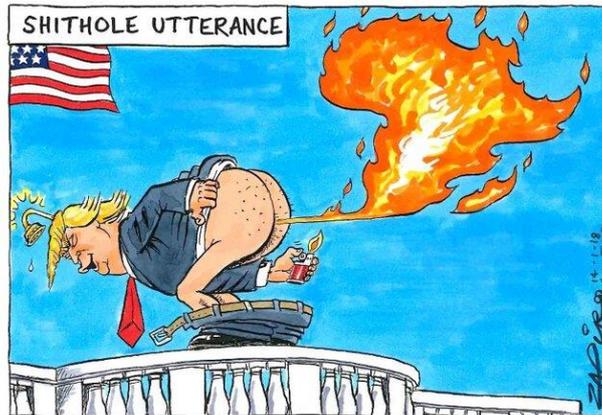
Source: © [Damien Glez](#), *The Africa Report*, 6 février 2025

Le 15 mars 2025, le secrétaire d'État américain accuse le secrétaire d'État [Ebrahim Rasool](#), l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Washington, d'être un « politicien incitant à la haine raciale qui déteste l'Amérique et Donald Trump ». Les États-Unis expulsent l'ambassadeur (Guardian staff and agencies, 2025 ; voir ci-dessus). [Marco Rubio](#) a fait un lien vers un article de [Breitbart](#) concernant une conférence donnée par Rasool dans le cadre d'un [webinaire](#) d'un groupe de réflexion sud-africain, au cours de laquelle il a évoqué les mesures prises par l'administration Trump dans le contexte d'un pays où les Blancs ne seraient bientôt plus majoritaires. Rasool a souligné les contacts d'Elon Musk avec des personnalités d'extrême droite en Europe, les qualifiant de « [coup de sifflet à chien](#) » dans un mouvement mondial visant à rallier les personnes qui se considèrent comme faisant partie d'une « communauté blanche en difficulté ». Ancien militant anti-apartheid, Rasool a purgé une peine de prison pour son activisme avant de devenir un homme politique au Congrès national africain, le parti de Nelson Mandela. L'expulsion d'un ambassadeur est une mesure très rare aux États-Unis (Guardian staff and agencies, 2025).

Cela a suscité des spéculations selon lesquelles Musk aurait influencé les décisions de Trump. Musk avait déjà exprimé son inquiétude face aux sentiments anti-blancs en Afrique du Sud,

évoquant des actions et des discours politiques controversés. Il pourrait murmurer à l'oreille du président Trump, en tant que conseiller, des informations sur l'Afrique du Sud (Siwela, 2025). Pretoria doit s'attendre à des années difficiles sous la présidence Trump. Trump et ses acolytes ont leur propre agenda, et cet agenda est dirigé contre l'Afrique du Sud, et nous connaissons tous le parti pris du président Trump contre l'Afrique, qui a un jour qualifié les pays africains de « [trous de merde](#) ».

Caricature 11 : « La déclaration de Trump sur les 'trous de merde africains' »³



Source: © [Zapiro](#), *SundayTimes*, 14 janvier 2018

³ [Zapiro](#), *SundayTimes*, 14 janvier 2018, consulté le 10 juillet 2018. - « Jonathan Shapiro (né le 27 octobre 1958) est un dessinateur sud-africain, connu sous le nom de Zapiro, dont le travail apparaît dans de nombreuses publications sud-africaines et a été exposé à l'échelle internationale à de nombreuses reprises. » ([Zapiro](#), [Wikipedia](#)).

2.2 L'impact d'Elon Musk sur le Nigeria

*Caricature 12 : « Nous sommes très accommodants »...
Le président Nigerian, Bola Tinubu, et Elon Musk, généreusement fous*



Source: © Oluwatosin Ogunjuigbe, [Business Day](#), 6 décembre 2024

Le [Nigeria](#) a été l'un des premiers pays africains à bénéficier des services [Starlink](#), qui visent à apporter l'internet haut débit aux zones mal desservies. [Tesla](#) s'intéresse également au secteur Nigerian des [énergies renouvelables](#), notamment à [l'énergie solaire](#) et aux solutions de [stockage de l'énergie](#), afin de répondre aux besoins énergétiques croissants du pays.

Au Nigeria, le secteur des fournisseurs d'accès Internet ([FAI](#)) a également connu une croissance significative, avec 225 FAI agréés en septembre 2022. 38 entreprises supplémentaires, dont Starlink d'Elon Musk, ont obtenu des licences en 2022, contribuant ainsi à l'expansion du secteur (Ifonlaja, 2023).

[Twitter](#) et sa twittosphère sont devenus la plateforme centrale de l'activisme au Nigeria. Les usages fonctionnels rendus possibles par l'architecture de Twitter permettent à Twitter d'être utilisé comme plateforme d'influence par la jeune élite et de se faire percevoir comme un niveleur (Obia, 2023).

Cependant, l'intégration de [l'éthique de l'IA](#) dans les programmes d'enseignement supérieur en [Afrique de l'Ouest](#), y compris dans les universités Nigerianes, pose des défis importants (Onyejegbu, 2023). L'IA est un outil utile, même dans l'éducation, mais elle nécessite un contrôle humain. L'IA n'a pas de conscience d'elle-même, ni ce qu'on appelle « [l'empathie](#) », qui est le fondement de l'éthique. Malgré la nécessité évidente de comprendre l'impact de l'IA sur les populations du monde entier, y compris au Nigeria, une perspective véritablement mondiale demeure un angle mort crucial dans le débat éthique. Les [Nations Unies](#), les législatures nationales et les organismes industriels des pays développés se posent ces questions et agissent déjà pour protéger leurs administrés de certains des effets potentiellement négatifs de l'IA, tels que la [discrimination algorithmique](#) et la [manipulation des électeurs](#). Des initiatives telles que l'African AI Accelerator ou le processeur d'apprentissage profond ont été lancées, ainsi que des géants mondiaux tels que [Google](#) qui ont créé leur premier centre de recherche et développement en IA à Accra, au Ghana, ouvert en 2023. [L'Université de Lagos](#) a emboîté le pas en lançant le premier centre d'incubation et

de recherche de startups en intelligence artificielle (IA) du Nigeria en 2018, en mettant l'accent sur la stimulation de l'intérêt pour l'IA chez les jeunes (Onyejebu, 2023).

Cependant, dans les cercles universitaires Nigerians, des questions ont été soulevées quant à savoir si les géants de la technologie de la [Silicon Valley](#) ne promeuvent pas également la [surveillance](#) ou le [capitalisme numérique](#) en coulisses, principalement par le biais des plateformes de [médias sociaux](#) dans les limites de l'économie numérique mondiale (Obi, 2024). Un nombre croissant d'ouvrages ont souligné le [colonialisme numérique](#) et le [capitalisme prosommateur](#) comme des éléments essentiels à la compréhension de l'économie numérique mondiale. Pourtant, selon ces chercheurs, l'Afrique postcoloniale est à la traîne en termes de pouvoir de négociation au sein de la dynamique de l'économie politique du capitalisme numérique. En utilisant le Nigeria comme prisme géoéconomique, des chercheurs Nigerians radicaux ont cherché à réimaginer le colonialisme numérique d'un point de vue critique. Ils voulaient décortiquer [l'appropriation](#) sous-jacente du pouvoir économique par le colonialisme numérique et montrer comment le capitalisme prosommateur ancre ses pratiques au Nigeria. Ils souhaitaient également recentrer le débat sur les [inégalités économiques numériques](#) à la lumière du paradigme mondial du capitalisme numérique (Obi, 2024).

En 2023, la [plateforme X](#) d'Elon Musk (anciennement Twitter) a annoncé que les revenus publicitaires sur les contenus et les données seraient partagés avec les créateurs de contenu et les influenceurs en ligne qui les ont créés (Obi, 2024). Au Nigeria, par exemple, cette annonce a été suivie par le paiement de certains créateurs de contenu et influenceurs numériques Nigerians en août 2023. Le fait qu'Elon Musk envisage de rémunérer l'influence en ligne explique le niveau d'exploitation du capitalisme numérique au cours de toutes ces années. Étonnamment, en septembre 2023, Musk a annoncé que les utilisateurs de la plateforme X seraient facturés sous forme d'abonnement. Globalement, X donne aux utilisateurs de sa plateforme à droite et leur prend à gauche, illustrant la complexité de l'exploitation économique sur les plateformes numériques. Ce phénomène illustre les cas de capitalisme numérique en phase avec la valeur économique que les [Big Tech](#) de la Silicon Valley attirent indépendamment des salaires des créateurs de contenu et des [prosommateurs](#). Cela alimente souvent le réseau plus large de la prosommation, c'est-à-dire des individus qui consomment et produisent à la fois, et le capitalisme numérique mondial (Obi, 2024).

Dans la poursuite du développement national, le gouvernement Nigerian a été invité à adopter des technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle (IA), la [blockchain](#), l'analyse de [Big Data](#), la [robotique](#), la [5G](#) et l'Internet des objets ou [IdO](#) pour exploiter le potentiel du pays (Chinalu Ujah-Ogbuagu, 2021).

À ce jour, les principaux obstacles à l'utilisation des technologies émergentes au Nigeria sont le manque de capacités d'enseignement technologique, l'insuffisance des infrastructures, la faiblesse des ressources humaines et l'inefficacité des politiques. [Starlink](#) fournit déjà une connectivité haut débit à faible latence au Nigeria, où l'accès à Internet était coûteux, peu fiable, voire totalement indisponible en raison de la faiblesse des infrastructures. Compte tenu du plan de déploiement du réseau 5G au Nigeria, des perspectives existent pour la création d'un centre d'IA et de robotique à Abuja ([NITDA](#)), la capitale du pays (Chinalu Ujah-Ogbuagu, 2021).

Le Centre national d'intelligence artificielle et de robotique ([NCAIR](#)) a été créé pour promouvoir la recherche et le développement sur les technologies émergentes et leur application pratique dans les domaines d'intérêt national Nigerian. Ce centre, une installation de pointe, ainsi que son laboratoire de fabrication numérique moderne ([FabLab](#)), sont situés dans le même complexe immobilier que l'Office for Nigerian Digital Innovation ([ONDI](#)). En

tant que centre d'innovation et de recherche numérique, le NCAIR se concentre sur l'intelligence artificielle (IA), la robotique et les [drones](#), l'Internet des objets (IoT) et d'autres technologies émergentes, visant à transformer l'économie numérique Nigérienne, conformément à la Politique et stratégie nationales pour l'économie numérique ([NDEPS](#)). Le NCAIR s'attache également à créer un écosystème florissant pour l'entrepreneuriat axé sur l'innovation (IDE), la création d'emplois et le développement national (site web du NCAIR).

Cependant, l'intelligence artificielle générative présente également de nouveaux défis, tels que la gestion de la [taxation des transactions en ligne](#) au Nigeria (Dashe et Asada, 2023). La réalité numérique, comme la gouvernance électronique, le commerce électronique, l'apprentissage en ligne, l'intelligence artificielle générative (IA1) et la [réalité augmentée](#) (RA), offre au gouvernement une formidable opportunité d'exploiter Internet ou le [cyberespace](#). Cependant, les activités commerciales en ligne ne sont pas taxées, ce qui entraîne d'énormes pertes de revenus. Il est donc nécessaire de gérer, de bloquer les fuites et de générer d'énormes revenus qui abondent dans le cyberspace pour justifier la rareté des ressources que le gouvernement Nigérien a jusqu'à présent générées à partir des combustibles fossiles pour fournir des services de base aux Nigériens (Dashe et Asada, 2023).

L'introduction de logiciels fiscaux d'intelligence artificielle générative (IA) est devenue encore plus convaincante compte tenu de ses avantages indéniables, qui non seulement simplifieront la collecte des impôts en ligne, mais élimineront également les retards dans le versement de l'impôt collecté, et contribueront à lutter contre l'incidence de la [fraude fiscale](#) grâce à un rapprochement en temps réel entre les États bénéficiaires, gardant à l'esprit le cliché selon lequel le monde est un village ou un hameau global (Dashe & Asada, 2023). Minimiser l'interférence humaine dans l'administration fiscale, en particulier dans la taxation des transactions sur Internet, éliminera les facteurs humains et/ou les erreurs associés à l'inefficacité, l'inefficience et/ou la [corruption](#), endémique depuis des décennies au Nigeria. Dans [l'indice de perception de la corruption 2024](#) de [Transparency International](#), le Nigeria se classe dans la moitié inférieure, à 26 sur une échelle de 0 (« très corrompu ») à 100 (« très propre »), aux côtés du [Cameroun](#), de [Madagascar](#) et de [l'Ouganda](#), qui se classent également 140e sur 180 pays de l'indice. Le logiciel fiscal basé sur l'intelligence artificielle générative (IA) améliorerait également la collecte des recettes non pétrolières du gouvernement de manière inédite. Enfin, il fournirait au gouvernement des données en temps réel et une base de données des activités commerciales en ligne pour les agents de sécurité, en cas de besoin (Dashe et Asada, 2023). Grâce à la collaboration de toutes les parties prenantes au Nigeria, et grâce à un environnement propice, la mise en place d'une fiscalité sur Internet sera un projet louable, compte tenu de l'impact démographique considérable du pays, le plus peuplé d'Afrique subsaharienne (ASS), avec une population estimée à 227 millions d'habitants. Pour y parvenir, un régime fiscal unifié est nécessaire : tous les impôts sont regroupés sur une plateforme unique, mais avec des interfaces distinctes, chaque impôt ayant un code unique. La plateforme doit permettre un rapprochement fiscal quotidien, hebdomadaire ou mensuel, selon le cas (Dashe et Asada, 2023).

Compte tenu du [niveau d'éducation relativement faible](#) de la plupart des Nigériens, les commentaires d'Elon Musk sur l'apparente inutilité des [doctorats traditionnels](#) et des [publications universitaires](#) ne sont pas totalement infondés (Oseloka, et al., 2022). En 2020, environ 68 % des jeunes Nigériens avaient terminé leurs études secondaires. Il s'agissait du niveau d'études le plus élevé qu'ils avaient atteint. Environ 15 % auront terminé l'école primaire. 17 % des jeunes Nigériens poursuivront des études supérieures après le secondaire (Zoe Talent Solutions, 2023). Ces propos rejoignent les opinions d'Elon Musk sur le faible impact de ces doctorats dans la société et développent la notion de mentalité de croissance nécessaire à la formation d'un autre type de doctorat, les [PhDTechs](#) (Oseloka, et al., 2022). Ils

montrent que les lacunes de l'éducation traditionnelle sont au cœur du très faible impact de la recherche traditionnelle telle qu'elle est produite dans les universités du monde entier, et plus encore dans les pays en développement comme le Nigeria. Par conséquent, un nouveau modèle d'édition devrait être développé pour libérer l'édition universitaire traditionnelle de son objectif limitatif de publication pour la promotion aux rangs universitaires supérieurs, vers une publication pour l'excellence globale dans la production de connaissances à fort impact et exploitables pour le monde universitaire, le gouvernement, l'industrie et la société dans son ensemble, collectivement appelée la « [Quadruple Hélice](#) » qui implique des représentants de tous les membres de la société ; les autorités publiques, l'industrie, le monde universitaire et les citoyens (Oseloka, et al., 2022).

Le [journalisme](#) basé sur l'intelligence artificielle (IA) est intégré aux routines professionnelles de formation des médias institutionnels occidentaux depuis plus de dix ans, mais son adoption en [Afrique subsaharienne](#) est lente (Kperogi et Ishiekwene, 2025). Des entretiens approfondis avec des rédacteurs en chef Nigerians, visant à analyser l'état du journalisme basé sur l'IA au Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, ont révélé que le journalisme basé sur l'IA n'est plus une mode passagère sans réel avantage par rapport aux méthodes journalistiques plus traditionnelles. Même dans des sociétés en transition et en pleine évolution technologique comme le Nigeria, il promet de redéfinir et de redéfinir continuellement les limites de la pratique journalistique. Tous les grands organes de presse du pays s'orientent désormais vers l'intégration de l'IA à leurs routines professionnelles. Bien que l'ampleur et la profondeur des bouleversements qu'elle entraînera pour le journalisme suscitent encore des craintes, l'expérience des organes de presse occidentaux suggère que robots et humains peuvent collaborer dans le domaine du journalisme sans se supplanter. L'IA constitue principalement une réorganisation de l'information, plutôt qu'une transformation fondamentale des besoins et des motivations des organes de presse. Cela n'affecte pas le besoin fondamental d'accéder à l'information et de la collecter, de traiter et de regrouper cette information dans des « nouvelles », d'atteindre les publics existants et nouveaux et de gagner de l'argent (Kperogi et Ishiekwene, 2025).

L'impact de [l'individualisme](#) et de la [culture](#) sur la croissance entrepreneuriale des [PME](#) du [Sud-Sud du Nigeria](#) pourrait également être influencé par l'IA. Les valeurs culturelles font partie intégrante des valeurs des propriétaires de PME pour optimiser leurs performances. Il existe une forte corrélation entre la culture de l'individualisme et le développement entrepreneurial de certaines PME du Sud-Sud du Nigeria. Cependant, il est nécessaire d'améliorer l'individualisme dans la formation à l'entrepreneuriat afin que les entrepreneurs acquièrent une expérience pratique et adoptent une approche entrepreneuriale pour développer leur esprit d'entreprise. L'environnement des start-up de la [Silicon Valley](#) l'a déjà démontré, car il repose fortement sur une culture caractérisée par la coexistence de l'intérêt personnel et de l'échange d'idées, ainsi que par un mélange d'[ouverture](#) et de [concurrence](#). Être ouvert signifie être disposé à partager des idées avec la communauté au sens large, ainsi qu'à accepter et à intégrer de nouveaux concurrents sur le marché. [Elon Musk](#) en est un exemple : il a rendu publics les [brevets](#) de son entreprise sur les moteurs électriques en 2014. Le partage d'expertise et d'expérience est très valorisé, et la réflexion et les commentaires sont attendus. De nombreux entrepreneurs fortunés continuent de s'impliquer dans la communauté en tant que [business angels](#) et investisseurs, facilitant ainsi la circulation des financements et de l'expertise. L'entrepreneuriat en [start-up](#), alliant vision, prise de risque et travail d'équipe, incarne ainsi les valeurs entrepreneuriales de la société post-industrielle. Les figures majoritairement masculines, saluées comme des idoles de la scène startup mondiale, comme Elon Musk (Tesla), [Steve Jobs](#) (Apple) et [Mark Zuckerberg](#) (Facebook), illustrent comment ces idées ont été critiquées pour leur préjugé masculin. Par conséquent, la culture startup au

Nigeria est encore perçue comme étant majoritairement masculine et genrée (Udoyiu et Edward, 2024).

L'industrialisation de [l'économie nigériane](#) dépendra en grande partie de l'intégration de l'intelligence artificielle et de la robotique pour la croissance et le développement nationaux. L'intelligence artificielle et la robotique contribueront à la croissance économique du Nigeria. Elles sont considérées comme la forme d'automatisation la plus récente et la plus performante, qui permettra d'améliorer la production et de relever le défi mondial du travail. Cependant, les progrès technologiques rapides de l'IA au Nigeria devraient également entraîner un [chômage de masse](#), une augmentation des [inégalités](#) et une croissance de la [productivité](#) accrue grâce à [l'automatisation](#). Or, l'IA semble désormais prête à automatiser de nombreuses tâches autrefois considérées comme inaccessibles, de la conduite automobile à la prise de décisions médicales, et bien plus encore, par exemple en améliorant la sécurité et l'efficacité des coupures de courant, en inculquant l'ingéniosité inventive à la population nigériane et en stimulant la croissance du produit intérieur brut du pays, des projets considérés depuis des siècles comme quasi impossibles (Akan & Afolayan & Iorpenda, 2019). Les médias ont tendance à reconnaître les déclarations les plus scandaleuses, créant ainsi une tendance à exagérer sans cesse les implications, les défis et les menaces perçus par les nouvelles technologies. C'est ce qui se produit avec l'IA. [Sceptiques](#) et [antagonistes](#) se sont livrés à une rhétorique hyperbolique et émotionnelle que les médias ont ensuite répétée et amplifiée. Cette phase de panique a été marquée par des images [apocalyptiques](#) et [dystopiques](#) de l'IA, notamment l'avertissement d'Elon Musk selon lequel elle pourrait « invoquer le démon » qui détruirait l'humanité. Par conséquent, lorsqu'un dystopiste de l'IA suggère que nous ne sommes qu'à quelques pas de l'intelligence artificielle générale, voire de la superintelligence artificielle, au point qu'Elon Musk la qualifie de plus grande menace existentielle, la grande majorité des Nigériens n'ont aucun moyen de juger de la validité de ses affirmations (Akan & Afolayan & Iorpenda, 2019).

Enfin, l'IA influence l'adoption des [cryptomonnaies](#) en [Afrique subsaharienne](#), notamment dans les plus grandes économies [d'Afrique du Sud](#), du [Nigeria](#) et du [Kenya](#) (Ramji, 2023). La popularité croissante des cryptomonnaies telles que le [bitcoin](#), la [blockchain](#) et le [Web 3.0](#) a également suscité un intérêt en Afrique. L'adoption généralisée des cryptomonnaies en Afrique peut être attribuée à plusieurs facteurs, notamment les taux élevés de pénétration de la [téléphonie mobile](#) et [d'Internet](#). La technologie blockchain a le potentiel d'accroître l'efficacité et de réduire les [coûts de transaction](#), contribuant ainsi à la croissance des cryptomonnaies sur le continent. La plupart des Africains s'informent auprès de divers médias, en partie grâce aux commentaires de célébrités et au battage médiatique sur la façon dont les cryptomonnaies enrichissent les gens. Cela a conduit de nombreuses personnes à croire que les cryptomonnaies offriront de meilleures récompenses financières, un phénomène propagé par les réseaux sociaux (Ramji, 2023). Nombreux sont ceux qui suivent ainsi des [influenceurs crypto](#) et d'autres célébrités des réseaux sociaux. Il s'agit d'un phénomène anormal, baptisé « [effet Musk](#) », qui illustre l'impact des tweets d'Elon Musk sur les réseaux sociaux sur les fluctuations de prix à court terme et le volume des transactions en cryptomonnaies. L'humeur et les sentiments personnels influencent la [tarification](#) des [marchés financiers](#), et les tweets d'Elon Musk sur le bitcoin en sont, du moins dans une certaine mesure, révélateurs. À cet égard, les tweets d'Elon Musk sur les cryptomonnaies peuvent être perçus par le marché comme des « informations exactes », ce qui a incité de nombreuses personnes à en acheter. L'exclusion de nombreux Africains à faibles revenus du système bancaire africain, conjuguée à la faiblesse des monnaies de pays comme le Nigeria et le Kenya, incite désormais davantage de citoyens de ces pays à se protéger contre [l'inflation](#) face à la dépréciation de leurs monnaies (Ramji, 2023).

Le rôle des [médias sociaux](#) façonne également le discours public sur les politiques gouvernementales au Nigeria, comme le démontre l'exemple de [l'espace X](#) Nigerian (Omipidan, et al., 2024). Les sites de médias sociaux, en particulier X, sont devenus des outils essentiels de discussion publique sur des questions qui affectent ou sont liées aux politiques gouvernementales, des outils de diffusion d'informations pour façonner l'opinion et créer une communauté où les individus dialoguent et partagent des opinions sur les politiques gouvernementales, la gouvernance et les questions d'intérêt humain, principalement lorsque cela affecte le bien-être général des citoyens. Cela a été démontré par l'exemple du discours de X autour des politiques économiques du président [Bola Tinubu](#). Des études ont révélé que X joue un rôle essentiel dans l'élaboration des discussions autour des politiques gouvernementales. Par conséquent, ils recommandent d'utiliser X pour promouvoir l'interprétation des politiques gouvernementales par les responsables gouvernementaux afin d'éviter une mauvaise interprétation des intentions du gouvernement pour les citoyens (Omipidan, et al., 2024). En mai 2024, X comptait un total de 600 millions d'utilisateurs, dont 5,75 millions d'utilisateurs au Nigeria. Ainsi, au Nigeria, X est devenu une plateforme de communication incontournable, offrant des interactions en temps réel, le partage d'informations, la mise à jour de l'actualité et l'engagement du public. Cette immédiateté à tenir les citoyens informés des enjeux qui les entourent est cruciale dans un pays comme le Nigeria, où les médias traditionnels peuvent parfois manquer de couverture ou être limités par des influences politiques. X offre un espace à une diversité de voix, y compris celles qui y sont marginalisées. X permet aux individus de divers milieux socio-économiques d'exprimer leurs points de vue, de partager leurs expériences et de participer au débat public, notamment sur les politiques gouvernementales. X permet la diffusion d'informations non censurées, mettant souvent en lumière des problèmes qui pourraient autrement rester cachés (Omipidan et al., 2024). Cependant, en mars 2023, suite au rachat de Twitter par Elon Musk, des critiques ont également été formulées au sein de l'opinion publique Nigérienne, qui l'a accusé d'utiliser X pour promouvoir des [fausses nouvelles](#) et la [désinformation](#) (Omipidan et al., 2024).

Au fil des ans, des puissances mondiales comme les [États-Unis](#), la [Russie](#) et d'autres pays ont exploité l'importance du [droit spatial](#) pour se doter d'une formidable puissance technologique, en élaborant des cadres juridiques et institutionnels pour réglementer l'exploration spatiale à leur portée (Audu, 2022). Le Nigeria est aujourd'hui considéré comme l'un des pays pionniers en Afrique grâce à son incursion dans l'exploration spatiale. Par conséquent, le gouvernement nigérian, soucieux d'élargir le cadre réglementaire et institutionnel du droit spatial au Nigeria, doit également établir un cadre juridique, la loi de 2010 sur l'Agence nationale de recherche et de développement spatiaux ([NASRDA](#)). L'objectif de cette loi est de poursuivre le développement et l'application d'une science et d'une technologie spatiales au bénéfice socio-économique du pays. Ceci est d'autant plus vrai que des chercheurs ont mis en évidence des lacunes dans la loi, qui nécessitent des réformes pour se conformer aux normes internationales (Audu, 2022). Elon Musk a un jour décrit l'espace comme « une solution de rechange pour une planète, mais nous pourrions la rendre viable ». Cela a démontré la nécessité de l'exploration spatiale. Face à la nécessité de l'exploration spatiale, il est nécessaire de disposer d'un cadre juridique réglementaire, connu aujourd'hui sous le nom de droit spatial (Audu, 2022).

Ces dernières années, le Nigeria a été confronté à une [insécurité](#) croissante, caractérisée par des problèmes tels que l'insurrection de [Boko Haram](#), des [affrontements entre agriculteurs et éleveurs](#), des mouvements [séparatistes](#) et des [enlèvements](#) (Oshionebo et Okoronkwo, 2023). Un débat est en cours sur les causes de cette insécurité, le gouvernement imputant souvent la responsabilité aux plateformes de médias sociaux, en particulier [X \(anciennement Twitter\)](#), tandis que les citoyens affirment qu'elle est due à un manque de leadership efficace. L'une des

principales conclusions des études sur cette question est qu'une utilisation positive de Twitter favorise la sécurité, tandis qu'une utilisation négative de la plateforme favorise l'insécurité. Certains utilisateurs de Twitter ont utilisé la plateforme pour poursuivre leurs intérêts personnels. Ils se livrent parfois à la diffusion de [fausses informations](#) et d'informations négatives pour atteindre leurs objectifs. Cette utilisation négative de Twitter a accru les tensions et les menaces à la sécurité parmi les citoyens Nigeriens, impactant la sécurité nationale. D'autre part, d'autres utilisateurs de Twitter ont utilisé la plateforme pour promouvoir leurs intérêts modestes et légitimes. Ainsi, les réponses montrent que les individus et les organisations promouvant de bonnes causes utilisent également la plateforme Twitter. Par conséquent, il n'est pas valable d'affirmer que toutes les influences négatives sur la société proviennent de Twitter ; Twitter a également des influences positives. Par exemple, les réponses indiquent que les agents et agences de sécurité Nigeriens utilisent également Twitter. En fin de compte, les réponses indiquent que l'augmentation de l'insécurité au Nigeria ne peut être imputée uniquement à Twitter, mais plutôt à des citoyens malavisés qui utilisent la plateforme Twitter à des fins négatives pour réaliser leurs objectifs égoïstes et destructeurs. Par conséquent, il a été recommandé que les agences gouvernementales, les organisations privées et les particuliers promouvant de bonnes causes soient présents et actifs sur Twitter afin de propager ces bonnes causes et de surveiller et de contrer toute influence négative des utilisateurs malavisés de Twitter (Oshionebo et Okoronkwo, 2023).

2.3 L'impact d'Elon Musk sur le Kenya

Caricature 13 : « Le Kenya doit s'adapter au nouvel ordre alors que l'effet Trump se propage à travers les nations »

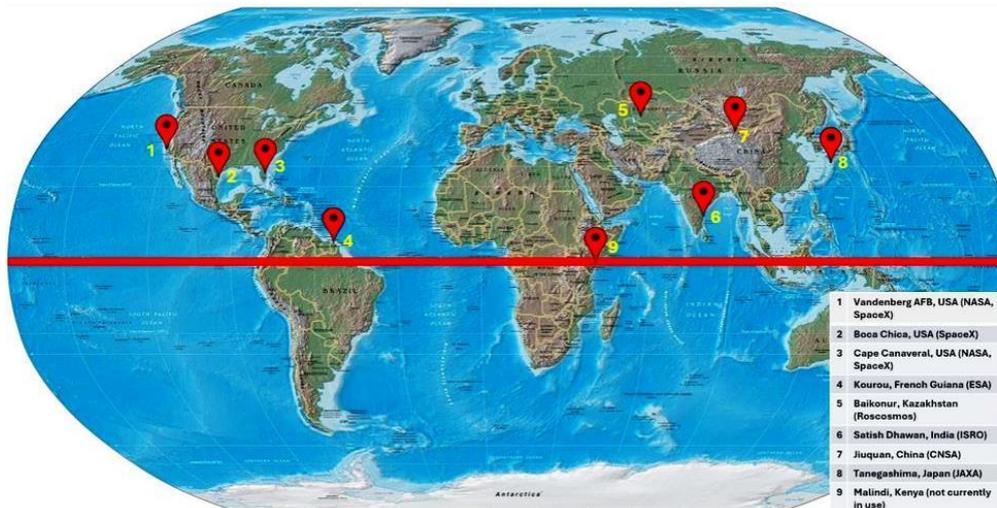


Source: © Muinde, Patrick, 2025

Malgré sa personnalité publique controversée, tant aux [États-Unis](#) que dans le reste du monde, de nombreux dirigeants mondiaux ont rapidement adopté [Donald Trump 2.0](#) (Muinde, Patrick, 2025). Dans le cadre de sa série de décrets présidentiels, Trump a par exemple déclaré que la politique officielle du gouvernement américain était de ne compter que deux [genres](#), masculin et féminin. Au [Kenya](#), la nécessité d'un député pour se prononcer sur la question du genre était immédiate. Les Kenyans se sont interrogés sur la manière dont ils devaient agir, en tant que pays, pour protéger leurs intérêts nationaux dans ce nouvel ordre [géoéconomique](#) et politique instauré par Trump. Cela a également été perçu comme une attaque voilée contre les revendications de [Kenya Kwanza](#), l'alliance politique kenyane actuellement dirigée par [William Ruto](#), l'actuel président du Kenya (Muinde, Patrick, 2025). Le pays pourrait être pris entre deux feux compte tenu des relations privilégiées que le président Ruto entretenait sous [l'administration Biden](#). D'un point de vue critique, même si plusieurs programmes en cours souffriront certainement de cette nouvelle politique, il existe encore une petite fenêtre d'opportunité pour assurer une certaine continuité. La mission kenyane au sein de la Mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti ([MSS](#)) sert également les intérêts de [Washington](#) et s'accorderait parfaitement avec la position « [l'Amérique d'abord](#) » de Trump (Muinde, Patrick, 2025). En 2023, le [Conseil de sécurité de l'ONU](#) a approuvé l'envoi d'une force dirigée par le Kenya en Haïti pour lutter contre les gangs violents (Borger & Kimeu & Taylor, 2023). Il convient de noter que le deuxième contingent de 217 officiers est arrivé en [Haïti](#) quelques heures avant l'investiture de Trump. Outre l'opération en Haïti, le Kenya demeure un allié stratégique des États-Unis dans les opérations de sécurité dans la [Corne de l'Afrique](#), notamment contre la [menace terroriste](#). Tout bien considéré, il est hautement improbable que le président Trump interfère avec le soutien budgétaire, technique et logistique apporté au Kenya en matière de sécurité. En revanche, les programmes de commerce, de santé, de droits de l'homme et de décentralisation risquent d'en pâtir. Concernant le commerce, les contrôles politiques visant à protéger les industries américaines et à créer des emplois ne seront probablement pas sélectifs. Par conséquent, Trump et ses proches, notamment [Elon Musk](#), risquent de ralentir les négociations commerciales en cours entre le Kenya et les États-Unis. Cependant, la suspension de [l'USAID](#)

et son retrait de l'[OMS](#), ainsi que la redéfinition du [genre](#), auront un impact direct sur les programmes de santé existants de l'agence et sur le financement des activités de la société civile liées au genre. Néanmoins, le Kenya a des intérêts commerciaux stratégiques avec les deux pays en conflit (Muinde, Patrick, 2025).

Graph 1: *Avantages géographiques des sites de lancement potentiels du Kenya
Représentation des installations de lancement actuelles par rapport à la ceinture équatoriale*



Source: © Gugelev-Shapiro, 2024

Graph 2: *Carte du Kenya avec des sites de lancement potentiels*



Fig. 2 Map of Kenya with Malindi, Mombasa, Nairobi, and Lamu highlighted (left) [4]

Fig. 3 Kenya with depicted available recovery area to the east (Indian Ocean) (right) [5]

Source: © Gugelev-Shapiro, 2024

Le Département de l'Efficacité gouvernementale ([DOGE](#)), récemment créé et dirigé par Elon Musk, considérait nombre des programmes d'aide en cours comme des vecteurs de gaspillage et de corruption au sein du gouvernement américain. Les responsables politiques kenyans s'attendaient à une approche radicale, axée sur l'investissement des entreprises, dans l'évaluation de chaque programme en cours. Le [changement climatique](#), sujet de préoccupation majeur du président [William Ruto](#), sera probablement la prochaine grande victime. Mais, en négociateur expérimenté, Trump a laissé entrevoir une possible issue à la crise. Après tout, [Nairobi](#) a un intérêt stratégique à maintenir de bonnes relations

commerciales avec les États-Unis malgré les conflits actuels et potentiels (Muinde, Patrick, 2025).

Le [Kenya](#) est également au cœur des préoccupations de [Starlink](#), dont le service est déployé pour améliorer l'accès à Internet dans les zones rurales et reculées. [Elon Musk](#) a par ailleurs exprimé son intérêt pour le [potentiel géothermique du Kenya](#), qui pourrait s'aligner sur les projets de stockage d'énergie et d'énergies renouvelables de [Tesla](#).

La région côtière du Kenya offre un avantage stratégique pour les opérations de [lancement spatial](#) grâce à son [positionnement équatorial](#) et à son exposition à [l'océan oriental](#), optimisant à la fois l'efficacité énergétique et les trajectoires de déploiement des satellites (Gugelev-Shapiro, 2024). De plus, elle répond aux exigences de sécurité existantes concernant les ellipses potentielles des champs de débris. Le [Centre spatial Broglio](#) (à [Malindi](#), au Kenya), fort d'un héritage de missions réussies remontant aux années 1960, est à l'avant-garde de cet avantage, désormais crucial à l'ère de [l'espace commercial 2.0](#). Le centre bénéficie de l'avantage des lancements équatoriaux mentionné ci-dessus, permettant un accès économique aux [orbites géostationnaires](#). De plus, il dispose d'infrastructures établies, telles que des [plateformes pétrolières offshore](#) reconverties servant de sites de lancement orbitaux de petite et moyenne taille (testés en vol), le [port de Mombasa](#), offrant un accès facile aux principales voies maritimes voisines avec des voies directes vers la [JAXA](#), l'industrie spatiale japonaise de plus en plus active, ainsi que vers l'[ESA](#) et la [NASA](#) via le [canal de Suez](#). Enfin et surtout, il dispose d'une [infrastructure routière et ferroviaire](#) bien développée reliant directement le port au site de lancement, ainsi que d'un [climat doux et peu venteux toute l'année](#) (Gugelev-Shapiro, 2024).

Les avantages potentiels d'un partenariat entre l'industrie du « nouveau spatial » occidentale et des organismes gouvernementaux comme la NASA et l'ESA, ainsi que [l'Agence spatiale kenyane](#) (KSA), déjà bien établie, qui a récemment signé des accords avec des géants commerciaux de l'espace comme [SpaceX](#) d'Elon Musk, ont des ramifications considérables, pour le secteur aérospatial et au-delà. Bien que des rénovations à faible coût soient nécessaires pour moderniser le centre spatial Broglio et asseoir le Kenya comme un acteur clé sur le marché spatial mondial, ces coûts doivent être comparés aux défis rencontrés par les sites de lancement traditionnels tels que l'[ESA](#) en [Guyane française](#) et la [NASA](#) à [Cap Canaveral](#), notamment en termes logistiques et environnementaux. Cette approche favoriserait non seulement l'innovation et la collaboration internationale, mais positionnerait également stratégiquement le Kenya comme une plaque tournante incontournable du paysage international des lancements spatiaux. Le modèle économique actuel de SpaceX repose entièrement sur une relation unique, pour le meilleur ou pour le pire, la [collaboration](#) avec [Elon Musk](#) (Gugelev-Shapiro, 2024).

L'[Afrique](#) s'impose rapidement comme un acteur majeur des activités spatiales (Firsing, 2024). Actuellement, 22 pays africains disposent d'agences spatiales et 59 satellites africains sont déjà en orbite, comme expliqué ci-dessus. Bien que l'Afrique n'ait pas encore développé ses propres capacités de lancement, des projets de ports spatiaux sur le continent sont en cours. La nouvelle [Agence spatiale africaine](#), dont le siège est en [Égypte](#), est un contributeur clé à [l'Agenda 2063](#) de [l'Union africaine](#). Cet agenda souligne le rôle crucial de l'espace dans le développement de l'Afrique, la politique et la stratégie spatiale de l'UA étant l'un des 15 programmes clés de ce plan visionnaire. Pour accélérer leur développement économique et social, de nombreux pays africains recherchent activement le soutien des grandes puissances spatiales mondiales telles que la [Chine](#), la [Russie](#) et les [États-Unis](#). Ce soutien comprend l'accès aux équipements, aux installations de lancement et aux collaborations de recherche, des entreprises comme [SpaceX](#) jouant un rôle central. La quête de changement transformateur

de l'Afrique est de plus en plus étroitement liée aux efforts visant à combler la fracture numérique (Firsing, 2024). Le continent a été l'un des premiers à adopter la technologie satellitaire pour les réseaux de [téléphonie mobile](#), contournant ainsi les coûteuses infrastructures de câbles en cuivre et de fibre optique. Cependant, la domination de Starlink a suscité des débats sur la propriété locale dans les télécommunications, certains pays, comme le Kenya, négociant des exceptions aux exigences de propriété locale dans le cadre de leurs accords avec SpaceX. Les gouvernements expriment également des inquiétudes quant à leur incapacité à contrôler les contenus auxquels leurs citoyens accèdent via ces plateformes, ce qui constitue une menace potentielle pour la [sécurité](#). En matière de sécurité, les satellites jouent un rôle essentiel dans de nombreux aspects de la [gouvernance](#) et de la vie quotidienne, des [systèmes de communication](#) et [financiers](#) à la [surveillance météorologique](#) et à la [sécurité militaire](#). Les satellites sont précieux pour la surveillance de l'[agriculture](#), des [zones côtières](#) et des mouvements de [groupes militants](#), ainsi que pour les opérations de [recherche et de sauvetage](#). L'un des efforts les plus notables est la Station de recherche lunaire internationale (ILRS) de l'Administration spatiale nationale chinoise, soutenue par [Roscosmos](#) (Russie). L'ILRS vise à établir une station primaire au [pôle sud lunaire](#) d'ici 2035, avec la contribution de [l'Afrique du Sud](#) et de [l'Égypte](#). [L'Institut éthiopien des sciences spatiales et géospatiales](#) et [l'Institut kényan des sciences et technologies](#) avancées ont également rejoint le projet lunaire chinois en avril 2024 (Firsing, 2024).

Les grandes entreprises technologiques telles qu'[Amazon](#), [Apple](#), [Meta](#) (Facebook), [Alphabet](#) ([Google](#)) ou [Alibaba](#) s'intéressent aux marchés financiers et aux personnes dites « sous-bancarisées ». [PayPal](#) est l'une des entreprises [FinTech](#) les plus prospères au monde, notamment en [Afrique subsaharienne](#) (ASS), et a largement contribué à la richesse du milliardaire d'origine sud-africaine [Elon Musk](#). L'argent est la clé du [développement socio-économique](#), c'est-à-dire du financement des [investissements](#) et de la participation à l'économie (De Masi, 2023). Une grande partie de la population mondiale, notamment en ASS et notamment dans le vaste [secteur informel africain](#) (Kohnert, 2000), est exclue du système bancaire traditionnel car elle ne dispose pas de revenus réguliers ou a du mal à se constituer une épargne. Les entreprises de technologie financière (FinTech) promettent [l'inclusion financière](#) aux personnes « sous-bancarisées », notamment en ASS. Les deux plus grandes économies FinTech d'ASS, le Kenya et l'Afrique du Sud, tablent sur une croissance économique et une [réduction de la pauvreté](#) (De Masi, 2023). En Afrique subsaharienne, les plateformes FinTech, telles que [M-Pesa](#), service de banque et de transfert d'argent par téléphone mobile, capitalisent sur des millions de personnes non bancarisées du secteur informel. Les services bancaires téléphoniques de base ont facilité l'accès aux services financiers pour la population non bancarisée au Kenya. Cependant, M-Pesa reste fortement concentré dans les [zones urbaines](#) et impose des frais exorbitants, généralement hors de portée des populations pauvres. L'argent mobile finance [l'endettement](#) des consommateurs au lieu de soutenir l'investissement dans la [capacité productive](#) de personnes auparavant non bancarisées. Par conséquent, certains économistes critiquent l'extraction de valeur des communautés pauvres par les entreprises FinTech, via des taux d'intérêt et des frais de service élevés (« [colonialisme numérique](#) ») (De Masi, 2023). C'est pourquoi les pays africains devraient renforcer la protection des données et la propriété publique dans le secteur des télécommunications, ainsi qu'appliquer la [législation antitrust](#) et réglementer les FinTech au moins autant que les banques. Une autre option pourrait consister à [taxer](#) l'exploration de données locales. Par ailleurs, les paiements en espèces de petits montants devraient être protégés et les monnaies numériques de banque centrale ([MNBC](#)) devraient être considérées comme un moyen de présenter la technologie financière comme un bien public (De Masi, 2023).

Caricature 14 : « Prêtez-nous Elon Musk » ... « Musk et l'« État profond »



Source: © Harry, [The Standard](#) (Kenya), 24 février 2025

Un exemple illustratif des dangers, qui pèsent sur la [démocratie](#), sans alternatives publiques dans l'infrastructure des données africaine, est le tollé actuel autour de l'entrepreneur technologique et milliardaire [Elon Musk](#) (De Masi, 2023). Il a racheté [Twitter](#) et a rapidement rétabli les comptes de personnalités sociales et politiques controversées, telles que le président américain [Donald Trump](#). Alors qu'Elon Musk a été critiqué pour avoir promu des opinions [d'extrême droite](#) et autorisé les [discours de haine](#) sur Twitter, les experts africains se demandent s'il devrait être autorisé à bloquer ou autoriser ses opposants sur un grand réseau social, et si de telles décisions devraient être laissées à une entreprise privée en premier lieu. Ils se demandent ce qui se passerait si, par exemple, [Meta](#) (Facebook) ou Elon Musk discriminaient les mouvements politiques qui cherchent à limiter le pouvoir des entreprises de [médias sociaux](#) par des moyens démocratiques. Avec le [secteur privé](#) fortement impliqué dans la [FinTech](#) et la domination des [gouvernements occidentaux](#) sur la majorité de ces organisations, le déséquilibre des pouvoirs pourrait potentiellement compromettre la [souveraineté technologique](#) et des données des pays africains, y compris la population non-bancarisée du Kenya (De Masi, 2023).

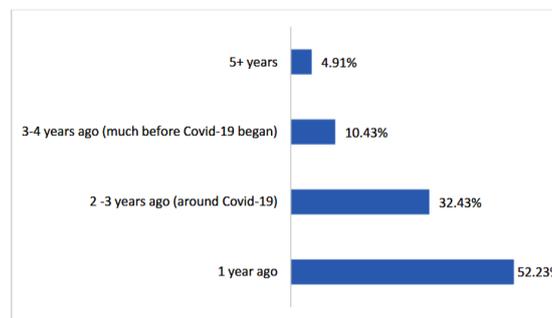
Des efforts sans précédent sont ainsi déployés pour connecter les populations non-connectées, dont beaucoup vivent dans des [zones rurales](#) touchées par des conflits (Stremlau, 2020). Les entreprises occidentales tentent de montrer la voie. [Google](#), par exemple, expérimente des [drones](#) et des [montgolfières](#) dans le cadre du « [Projet Loon](#) ». Les ballons en sont actuellement à leur premier essai commercial dans des communautés rurales et montagneuses du Kenya, où la construction d'infrastructures terrestres serait coûteuse. Par ailleurs, [SpaceX](#), a lancé le premier de ce qui devrait être des dizaines de milliers de satellites qui, espère-t-elle, assureront une couverture Internet mondiale depuis l'espace en volant en orbite basse au-dessus de la Terre (Stremlau, 2020).

La mission du Bureau des affaires spatiales des Nations Unies ([UNOOSA](#)) est de promouvoir les [utilisations pacifiques de l'espace](#) et de veiller à ce que les avantages des technologies et applications spatiales soient accessibles à tous, partout dans le monde. L'Union internationale des télécommunications ([ITU](#)) s'engage à connecter les populations du monde entier, où qu'elles vivent et quels que soient leurs moyens, afin qu'elles puissent communiquer

efficacement grâce aux technologies radio et satellite. « [KiboCUBE](#) », l'un des programmes phares de l'initiative, a déjà permis au [Kenya](#) et au [Guatemala](#) de lancer leurs premiers satellites. D'autres lauréats du programme devraient suivre, [l'île Maurice](#) étant probablement la prochaine à suivre (Al Fatayri, 2023).

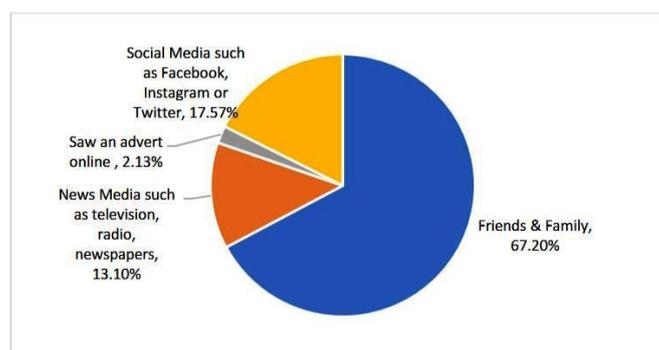
La popularité croissante des cryptomonnaies, telles que le bitcoin, la blockchain et le Web 3.0, a suscité un intérêt non seulement dans les pays développés, mais aussi en Afrique (Ramji, 2023). L'adoption généralisée des cryptomonnaies en Afrique peut être attribuée à plusieurs facteurs, notamment les taux élevés de pénétration de la téléphonie mobile et d'Internet. La technologie blockchain a le potentiel d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts de transaction, contribuant ainsi à la croissance des cryptomonnaies en Afrique subsaharienne, notamment au Kenya, au Nigeria et en Afrique du Sud. Les médias sociaux et autres ont eu un impact significatif sur l'adoption des cryptomonnaies en Afrique. Des études de terrain ont montré que la plupart des Africains recherchent des informations auprès de divers médias, en partie grâce aux commentaires de célébrités et au battage médiatique sur la façon dont les cryptomonnaies peuvent enrichir les gens. Cela a conduit de nombreuses personnes à croire que les cryptomonnaies permettraient d'obtenir de meilleurs résultats financiers. En Afrique subsaharienne, où la disponibilité de l'information est généralement liée aux téléphones portables bon marché, l'accès aux médias sociaux est rapide et facile, ce qui a également incité de nombreuses personnes à suivre des influenceurs crypto et d'autres célébrités des médias sociaux. Ce qui est essentiellement rapporté, qui fait le reportage et qui consomme le contenu est essentiel (Ramji, 2023).

Graph 3: « *Quand avez-vous entendu parler pour la première fois de Crypto et des cryptomonnaies ?* »



Source: © Ramji, 2023

Graph 4: « *Où avez-vous entendu parler pour la première fois de la crypto et des cryptomonnaies ?* »



Source: © Ramji, 2023

Comme le montrent les graphiques ci-dessus, l'intérêt pour les [cryptomonnaies](#) a connu une croissance marquée en 2022 (Ramji, 2023). Cela s'explique probablement par plusieurs facteurs, tels que la hausse de leur cours, la couverture médiatique de leur essor par de nombreux sites d'information et blogs, ainsi que la notoriété mondiale d'Elon Musk. Plus important encore, les mesures liées à la [pandémie de Covid-19](#) étaient en vigueur dans de nombreuses régions d'Afrique, empêchant les gens de sortir de chez eux et de se consacrer à d'autres activités. Ainsi, les graphiques montrent que l'essor des cryptomonnaies est dû à l'influence des proches, ainsi qu'aux réseaux sociaux pour ceux qui avaient accès à Internet (Ramji, 2023).

En [Afrique subsaharienne](#) et dans d'autres régions du monde, les [médias sociaux](#) sont devenus un élément important des discussions sur l'économie politique du développement, mais il est difficile d'en évaluer l'impact. Selon les pays, ils sont utilisés pour l'engagement civique, la lutte contre la corruption, le suivi de l'actualité et le maintien de l'engagement politique face à la désillusion envers les dirigeants nationaux. La croissance fulgurante de l'utilisation d'Internet et de la [téléphonie mobile](#) en Afrique et dans la plupart des pays en développement au cours de la dernière décennie a accéléré ce processus. Ainsi, une région dotée de certaines des infrastructures socio-économiques les moins développées au monde a adopté et utilisé les médias sociaux pour sa croissance démocratique, sociale et économique (Ogunbanjo, 2023).

Le terme « médias sociaux » englobe des systèmes interactifs qui vont au-delà des sites web bien connus tels que [TikTok](#), [Facebook](#) et [Twitter](#) (Ogunbanjo, 2023). Deux plateformes de médias sociaux ont émergé au Kenya : [M-Pesa](#), lancée en 2007 par [Vodafone](#) et [Safaricom](#), le plus grand opérateur de téléphonie mobile du pays, et [Ushahidi](#), une application logicielle open source qui agrège et cartographie des données à partir de rapports générés par les utilisateurs. Elle utilise le concept de [crowdsourcing](#) comme modèle initial de ce que l'on appelle la « [cartographie militante](#) ». Ces deux plateformes sont de plus en plus intégrées aux processus financiers et électoraux. Bien qu'elles soient nées au Kenya, elles ont gagné en popularité en Afrique et au-delà. La cartographie de [Kibera](#), un grand [bidonville](#) du Kenya, a permis de sensibiliser le public à ses problèmes et a attiré l'attention nationale (Ogunbanjo, 2023). Les [violences post-électorales au Kenya](#), alimentées par les réseaux sociaux, en sont un autre exemple. Cet exemple illustre les multiples façons dont les technologies de l'information et de la communication ([TIC](#)), en particulier les réseaux sociaux, ont impacté la vie dans différents pays, même au-delà du [Kenya](#), comme au [Sénégal](#) (Kohnert et Marfaing, 2019), avec des conséquences variables sur les systèmes politiques de ces pays (Ogunbanjo, 2023).

Au [Sénégal](#), par exemple, l'utilisation croissante des médias modernes tels que les téléphones portables et Internet a presque doublé le nombre d'adeptes des mouvements islamiques du défunt [marabout Sy](#), du [mouride Mbacké](#) et d'autres chefs religieux. De ce fait, les médias sont également devenus un facteur déterminant dans la campagne électorale, notamment pour [l'élection présidentielle de 2019](#). Ainsi, les cinq candidats à la présidentielle de 2019 ont massivement investi dans le numérique, notamment sur [WhatsApp](#), [Facebook](#), [Twitter](#), [YouTube](#), [Instagram](#), [Snapchat](#) et d'autres plateformes internet utilisées par près de 10 millions de personnes, principalement des jeunes, sur une population estimée à 16 millions. De ce fait, les réseaux sociaux en ligne au Sénégal ont été salués comme les « gardiens de la démocratie ». Cependant, l'utilisation des médias sociaux pour les campagnes électorales est de plus en plus exposée au risque d'être exploitée par les opposants, notamment par la manipulation par le biais de [fausses informations](#). [Y'en a marre](#) ('Assez, c'est assez'), une organisation populaire pro-démocratie composée de jeunes militants opposés au [néocolonialisme](#), s'est ralliée au mouvement. Apparemment, cela n'était pas non plus du goût

de l'élite politique établie de la [Françafrique](#). Le groupe [France Dégage](#) militait également pour la « souveraineté monétaire » des pays du franc CFA (Kohnert et Marfaing, 2019).

En [Afrique subsaharienne](#), on observe une prise de conscience croissante de l'impact des discours sociopolitiques des médias en ligne sur les [deepfakes](#), notamment au [Kenya](#), au [Nigeria](#) et en [Afrique du Sud](#). Les médias en ligne ont largement couvert l'émergence des deepfakes dans ces pays (Karanja, 2023). Les deepfakes sont produits à l'aide de réseaux neuronaux d'intelligence artificielle ([ARNG](#)). Cette technique d'IA, qui semble particulièrement intéresser [Elon Musk](#), a été utilisée pour combiner, remplacer ou superposer des images et des vidéos afin de créer des deepfakes controversés. L'augmentation des cas de [fraude financière](#), [d'hostilité religieuse](#), [d'attaques xénophobes](#) et de [cyberharcèlement](#) alimentés par les deepfakes suscite de vives inquiétudes. Malgré de réels efforts pour énumérer les avantages des deepfakes par le biais de l'éducation et de la sensibilisation des médias, du droit et du public, la logique et la perception générale des médias en ligne sont [dystopiques](#) (Karanja, 2023).

Ainsi, [l'élection présidentielle de 2023 au Nigeria](#) a servi de terrain d'essai pour évaluer la réaction des Nigériens face à un bombardement massif d'informations synthétiques et presque crédibles (Karanja, 2023). Par exemple, une [vidéo deepfake](#) du PDG de Tesla, Elon Musk, soutenant [Peter Obi](#), l'un des principaux candidats à la présidentielle, a fait surface en ligne. Le [Kenya](#) a également été confronté à un problème croissant de [fausses nouvelles](#) à la suite des violences post-électorales qui ont suivi l'élection présidentielle contestée de 2008. L'idée que les deepfakes puissent également être utilisés en politique est effrayante, et les médias en ligne locaux l'ont reprise. Face à l'augmentation du nombre d'utilisateurs des réseaux sociaux, les vendeurs de fausses vidéos intensifient leur quête de conquête des cœurs, des esprits et des votes par tous les moyens, y compris la création de vidéos pour diffuser une propagande incendiaire et semer la peur. Les médias craignent que les acteurs politiques n'exploitent cette technologie (Karanja, 2023). Avec une forte pénétration d'Internet au Kenya et dans d'autres pays africains, cette même technologie peut être utilisée pour diffuser de fausses nouvelles susceptibles de compromettre la sécurité, voire la démocratie. Les jeunes en particulier sont vulnérables à la désinformation et à la désinformation sur les nouvelles plateformes telles que TikTok (Karanja, 2023).

Les avancées technologiques ont également permis aux personnes expertes en technologie de compiler des programmes informatiques permettant d'échanger des visages et de les remplacer par ceux de célébrités, de personnalités politiques, etc. (Amatika-Omondi, 2022). Pourtant, des technologies encore plus sophistiquées utilisent des méthodes d'intelligence artificielle (IA) pour créer des vidéos et des photos difficiles à distinguer des vraies. Le terme « deepfakes » est devenu un terme à la mode. La désinformation due aux deepfakes est répandue et la réglementation de ces pratiques au Kenya est en cours d'évaluation afin de lutter contre ce phénomène. Cette manipulation a évolué, passant de simples [caricatures](#) avec des légendes erronées ou trompeuses à des montages de photos ou de vidéos, puis à des contenus deepfakes semblant authentiques. Ces contenus falsifiés ont des applications à la fois positives et négatives. Les applications positives incluent leur utilisation dans l'industrie du divertissement, la publicité et l'éducation, entre autres. Les applications négatives incluent leur utilisation dans les discours de haine, l'incitation à la violence, l'atteinte à la réputation et les calomnies politiques. Ces discours de haine peuvent avoir d'autres effets négatifs, notamment provoquer le chaos et des troubles civils (Amatika-Omondi, 2022). Parmi les autres applications néfastes, on peut citer la falsification des preuves judiciaires, conduisant à des verdicts erronés de la part des juges et des auxiliaires de justice. De ce fait, la technologie deepfake a engendré plusieurs défis. Parmi ceux-ci, on peut citer la difficulté de réglementation, car son évolution est très rapide, ce qui la rend presque impossible à cerner.

L'autre difficulté réside dans la difficulté de détecter les contenus deepfakes afin de ne pas s'y fier, par exemple en tant qu'auxiliaire de justice dans le cadre d'un jugement. Il est apparu que la plupart des méthodes techniques de détection des contenus deepfakes sont avancées et nécessitent des laboratoires bien équipés et un personnel hautement qualifié. Ce problème peut être résolu par le gouvernement kenyan en investissant dans ces domaines et en formant des experts en criminalistique (Amatika-Omondi, 2022).

[Médias traditionnels](#) et en ligne se partagent le paysage médiatique contemporain au Kenya (Simiyu, 2023). Cependant, avec la redéfinition des médias à l'ère numérique et la croissance des médias en ligne tels que les réseaux sociaux, les nouveaux médias complètent, concurrencent et remplacent les médias traditionnels comme source d'information pour certains segments de la population. Il est donc possible que de grandes entreprises de médias sociaux telles que [Meta](#), [Google](#) et [Twitter](#) (désormais X) d'Elon Musk fassent également partie des médias grand public. Les deux types de médias sont confrontés à de nombreux défis, notamment l'économie politique des médias, certaines lois restrictives sur les médias et les mesures d'application de la loi, ainsi que la paix et les conflits, qui ont un impact significatif sur l'exercice de leurs fonctions institutionnelles. Cette sphère publique est sans doute [chimérique](#), mais idéale. Les médias sont le média qui définit et encadre objectivement l'agenda politique, collecte, diffuse et amplifie l'information, et guide le public dans la prise de décision. Cela est important dans des processus cruciaux comme les [élections](#), où l'accès à des informations précises et crédibles contribue à former un électorat informé, capable d'exercer pleinement son droit à la participation politique. Le degré de liberté des médias est également déterminant pour la liberté et l'équité d'une élection. La régulation des médias a souvent adopté une approche tripartite : [autorégulation](#), [régulation étatique](#) ou [corégulation](#), qui s'articule autour des acteurs régulateurs. Leur régulation a un impact significatif sur la liberté des médias et leur capacité à remplir leurs fonctions normatives. Par conséquent, une approche de la protection des médias fondée sur les droits à l'ère numérique serait nécessaire pour une participation politique significative de l'électorat au Kenya et au-delà (Simiyu, 2023).

Le potentiel de l'internet par satellite dans les zones rurales du Kenya et au-delà est crucial pour élargir l'accès aux technologies de l'information et de la communication ([TIC](#)), réduisant ainsi potentiellement la fracture numérique (Okello, 2023). Cependant, jusqu'à présent, les Kenyans ruraux, qui constituent 75 % de la population, préfèrent les technologies haut débit plus anciennes et moins rentables aux options internet par satellite plus récentes et plus abordables. Malgré l'expansion de l'internet par satellite au Kenya, largement assurée par le projet [Starlink](#) d'Elon Musk, le pays manque encore d'initiatives cohérentes, de cadres politiques clairs et d'une gouvernance technologique solide, essentiels au [développement durable](#). La [quatrième révolution industrielle](#) accroît le besoin de services TIC sans fil à haut débit à l'échelle mondiale, l'internet par satellite offrant une solution rentable, en particulier dans les zones rurales des pays en développement. Le Kenya a besoin de cadres politiques solides pour soutenir et maintenir les technologies de la quatrième révolution industrielle. Cependant, entravée par une infrastructure TIC limitée, des mécanismes politiques naissants et un accès abordable à une électricité suffisante, la diffusion et l'adoption de l'Internet par satellite à faible coût au Kenya restent limitées, limitant l'accès de sa population à l'innovation technologique économique et avancée, qui est essentielle au développement économique et social du pays (Okello, 2023).

Enfin, et ce n'est pas le moins important, les réseaux sociaux et leur utilisation abusive peuvent avoir un impact sur la [sécurité nationale](#) au Kenya (Mbithi, 2022). En tant que membre de la communauté internationale, le pays n'est pas à l'abri de la dynamique des réseaux sociaux, tant en termes d'utilisation que d'abus. Le gouvernement et l'armée doivent

faire face aux graves risques pour la sécurité et la vie privée que pose l'utilisation des réseaux sociaux comme nouveau mode de communication, ainsi qu'aux nouveaux vecteurs de [cyberattaque](#). Les [gangs criminels](#), les [organisations terroristes](#), les acteurs non étatiques de mauvaise foi et les éléments rebelles, tels [qu'Al-Qaïda](#) et [Al-Shabaab](#), utilisent souvent les plateformes de réseaux sociaux pour diffuser de la propagande dans le but explicite d'atteindre, de recruter et de radicaliser leur public cible. Au fil des ans, la domination des réseaux sociaux au Kenya n'a cessé de croître et leur présence ne peut plus être ignorée. Comme observé, les réseaux sociaux peuvent être considérés comme une arme à double tranchant, non seulement au Kenya, mais dans le monde entier. Les attaques terroristes, le [piratage informatique](#), les fuites de données sensibles, le [cyberharcèlement](#), la [cyberfraude](#) et le [blanchiment d'argent](#), les [vols de bétail](#), la [chasse illégale](#), les [conflits ethniques](#), la [guerre de l'information](#) et les [discours de haine](#) sont d'autres exemples négatifs. Le gouvernement kenyan doit veiller à ce que les politiques déjà en place concernant les réseaux sociaux et la sécurité sur Internet soient pleinement appliquées afin que les auteurs soient pleinement poursuivis et traduits en justice (Mbithi, 2022).

Avec le rachat de [Twitter](#) par Elon Musk, de nombreux scientifiques envisagent de se séparer de Twitter au profit d'autres options (Kupferschmidt, 2022). Twitter est même devenu un [bien public](#) majeur. Lorsque [Elon Musk](#) a suggéré pour la première fois de racheter ce réseau social largement utilisé en Afrique subsaharienne et par près de 240 millions de personnes dans le monde, beaucoup craignaient qu'un tel achat n'augmente la malveillance de Twitter et ne permette à la désinformation de s'immiscer dans les débats raisonnables. Musk se qualifie lui-même de « défenseur absolu de la liberté d'expression » et a promis de cesser de censurer les comptes. Initialement considéré par beaucoup comme une plateforme d'autopromotion, Twitter a également servi ces dernières années de lieu de diffusion aux discours de haine, notamment aux insultes dirigées contre les [scientifiques](#). De fait, l'utilisation [d'insultes raciales](#) sur la plateforme a explosé après son rachat par Musk, même s'il a affirmé que les règles n'avaient pas changé. Cependant, au Kenya, où la surveillance a été renforcée, la plupart des utilisateurs de Twitter (X) n'ont pas encore adopté de plateformes alternatives comme [Mastodon](#) (Kupferschmidt, 2022).

3. Conclusion

Caricature 16 : « Le monde, y compris l'Afrique, va vivre une aventure folle avec l'administration Trump 2.0, soutenue par Elon Musk »



Source: © [Brandon Reynolds](#), *Business Day*, 14 novembre 2024

Les politiques et les initiatives [d'Elon Musk](#) ont eu un impact notable sur le développement socio-économique, notamment dans les plus grandes économies [d'Afrique subsaharienne](#) (ASS), en [Afrique du Sud](#), au [Nigeria](#) et au [Kenya](#). Ses politiques et ses initiatives, notamment à travers des entreprises comme [Tesla](#), [SpaceX](#), [PayPal](#), [X \(Twitter\)](#) et [Neuralink](#), ont eu des impacts directs et indirects sur la région.

Les racines d'Elon Musk dans [l'Afrique du Sud](#) de [l'apartheid](#) ont suscité des débats sur l'innovation technologique, la croissance économique et les inégalités sociales. Bien qu'il n'ait pas été activement impliqué dans des opérations commerciales à grande échelle dans ce pays, sa notoriété mondiale a influencé les efforts d'innovation de l'Afrique du Sud, notamment dans les véhicules électriques et les énergies renouvelables. Les avancées de ses entreprises dans le domaine des [énergies renouvelables](#) s'inscrivent dans la transition énergétique de l'Afrique du Sud, même si leur mise en œuvre locale reste difficile en raison de problèmes d'infrastructures et de facteurs politiques. Cependant, les relations bilatérales entre les États-Unis et l'Afrique du Sud se sont récemment détériorées, Trump et Musk accusant tous deux le gouvernement sud-africain [d'accaparement présumé des terres](#) des colons blancs ([Boers](#)).

Au [Nigeria](#), première économie d'Afrique, les initiatives d'Elon Musk ont influencé l'écosystème des startups technologiques. Sa promotion de la connectivité internet via [Starlink](#) de [SpaceX](#) offre une solution potentielle aux problèmes de connectivité du pays, notamment dans les zones rurales où une grande partie de la population n'est pas connectée. Cela pourrait améliorer considérablement l'accès à l'éducation, au e-commerce et à la [FinTech](#), secteurs dans lesquels le Nigeria est déjà un leader régional. Cependant, le coût élevé des terminaux Starlink demeure un obstacle à une adoption généralisée. La technologie des véhicules électriques de [Tesla](#) a également suscité des discussions sur la transition du [secteur des transports](#) Nigerian vers des sources d'énergie plus propres. Cependant, les obstacles à une adoption généralisée incluent le coût abordable et l'instabilité politique.

L'accent mis par le [Kenya](#) sur les [énergies renouvelables](#) s'inscrit dans la lignée des solutions solaires et de stockage sur batterie de Tesla, qui pourraient soutenir les objectifs énergétiques du pays. De plus, la technologie satellitaire de [SpaceX](#) offre des applications potentielles dans

les secteurs technologiques et spatiaux en pleine croissance du Kenya. Elle pourrait favoriser l'innovation et l'accès aux marchés mondiaux. Cependant, les cadres réglementaires et les infrastructures locaux demeurent des obstacles.

Globalement, les politiques et technologies d'Elon Musk ont le potentiel d'engendrer des changements économiques et sociaux significatifs en [Afrique subsaharienne](#), notamment en améliorant la connectivité, en promouvant les énergies renouvelables et en favorisant l'innovation. Cependant, des défis tels que l'accessibilité financière et le manque d'infrastructures doivent être relevés pour que ces impacts se concrétisent pleinement. Cependant, l'impact socio-économique sur l'Afrique subsaharienne reste inégal. Les avantages sont souvent atténués par les problèmes sous-jacents d'infrastructures et de gouvernance de la région, qui entravent la pleine réalisation de ces avancées.

Caricature 15 : « Chaque brusque et erratique changement de politique à Washington répercute le monde entier »



Source: © Illustration: Rita Liu/Guardian; Jones, 2025

Parallèlement, la politique erratique de [Trump](#) a créé une grande incertitude et perturbe de plus en plus les entreprises et les investisseurs, avec des répercussions sur le marché boursier (Jones, 2025), non seulement dans les entreprises américaines, mais aussi à l'échelle mondiale, y compris en Afrique subsaharienne. Ces changements de politique vertigineux ont déclenché une vague de ventes massives sur le marché boursier, l'inquiétude des entreprises et la panique dans les capitales étrangères, qui craignent une répétition du processus décisionnel chaotique du [premier mandat de Trump](#), lorsqu'il avait menacé et lancé des batailles commerciales avec les principaux partenaires commerciaux des États-Unis, avant de reculer. Les inquiétudes croissantes concernant les [tarifs douaniers](#) de Trump ont profondément perturbé les marchés, le [S&P 500](#) de [Wall Street](#) ayant chuté de près de 2 % rien qu'au début du mois de mars 2025, le mettant en route pour sa pire semaine depuis septembre (Politi & Williams & Chazan, 2025).

Alors que le président américain mettait en garde contre « de légères perturbations à court terme », les entreprises peinent à prendre des décisions dans un contexte d'incertitude accrue. Début mars 2025, Trump a déclaré qu'il n'y avait « plus de place » pour un accord avec le [Canada](#) et le [Mexique](#), déclenchant une guerre commerciale contre les plus proches alliés des États-Unis, qu'il a présentée comme une tentative de protéger l'âme de l'Amérique. Puis il a fait marche arrière. Ce n'était pas sa première feinte et son repli. Ce ne sera probablement pas le dernier. Le lendemain de l'imposition de droits de douane élevés aux voisins de son pays, le président américain a annoncé un sursis d'un mois pour les constructeurs automobiles. Le lendemain, les droits de douane sur la quasi-totalité des marchandises en provenance du Canada et du Mexique ont également été suspendus. Les droits de douane sur la [Chine](#), imposés à un taux de 10 % en février et doublés à 20 % le 11 mars, sont restés en vigueur.

Trump et ses conseillers annoncent désormais une nouvelle vague de droits de douane début avril, la « grande vague », avec d'innombrables marchés, dont [l'Union européenne](#), et des industries dans leur ligne de mire. Chaque changement brusque et erratique de politique à Washington se répercute dans le monde entier, les entreprises aux États-Unis et bien au-delà essayant de suivre les développements quotidiens et de comprendre ce qu'ils signifient (Jones, 2025).

Les architectes de la « [Trumponomics](#) », dont [Elon Musk](#), ont insisté sur le fait que cela ouvrirait la voie à un avenir plus vaste et plus prospère. Mais les entreprises peinent à appréhender le contexte économique actuel, sans parler de ce qui pourrait se passer ensuite. Au cours des quatre mois qui ont suivi sa victoire électorale en novembre dernier, Trump a menacé d'imposer des droits de douane sur le Canada et le Mexique en janvier, puis en février, puis en mars, puis brièvement en mars, avant d'annuler ces droits sur la plupart des biens et enfin en avril. Pour les entreprises qui tentent de percer en Amérique du Nord, des constructeurs automobiles aux fabricants de jus de fruits, le monde a basculé et s'est réorienté à une vitesse vertigineuse en quelques jours. Les premières conséquences sont des retards dans les investissements des entreprises, une confiance des consommateurs fragile, des flux de capitaux bloqués et une volatilité des marchés boursiers. Les moyens de subsistance des populations sont en jeu. En tant que militant, le grand talent politique de Trump réside dans sa capacité à utiliser une rhétorique – souvent audacieuse, crue, voire mensongère – pour déformer la perception de la réalité. Mais la réalité des droits de douane est plus complexe. Ces droits sont généralement payés par les importateurs, en l'occurrence les entreprises américaines qui achètent des marchandises à l'étranger, plutôt que par les exportateurs qui vendent ces produits ou les pays où ils sont implantés. Nombre de ces entreprises américaines ont rapidement annoncé cette semaine qu'elles répercuteraient ces coûts plus élevés sur leurs clients (Jones, 2025).

Aujourd'hui comme hier, cinq raisons principales s'opposent à tout projet visant à améliorer le monde par le biais des droits de douane. L'histoire montre que c'est l'inverse qui se produit et que nous courons droit à l'enfer avec davantage de droits de douane (Koch, 2025). Plus de droits de douane enrichiront l'Amérique, c'est ce que pense Donald Trump. En 1930, les États-Unis ont adopté la loi [Smoot-Hawley Tariff Act](#), qui a augmenté le prix de 20 000 produits. Le commerce mondial s'est effondré comme jamais auparavant, suivi du [nationalisme](#), de la crise et de la guerre. Trump ignore cette leçon. Le [Wall Street Journal](#) l'a récemment exprimé en des termes étonnamment similaires lors du débat sur la politique tarifaire actuelle de Donald Trump : Trump est en train de lancer « la guerre commerciale la plus stupide de tous les temps », a écrit le principal journal économique américain. Le Premier ministre social-libéral canadien, [Justin Trudeau](#), a déclaré qu'il citait rarement la principale revue du capitalisme américain. Mais lors d'une conférence de presse, il a déclaré à propos du président américain : « Donald, c'est vraiment stupide ». Aujourd'hui comme alors, ces avertissements sont restés lettre morte. [Hoover](#) a signé le projet de loi, initialement sous les applaudissements de ses collègues de parti. Les critiques contre Smoot-Hawley, disaient les Républicains à l'époque, n'étaient le fait que de fanatiques internationalistes. « Quiconque s'oppose à notre projet de loi », déclarait le fier et désormais célèbre [sénateur Smoot](#), « trahit les intérêts américains ».

La droite américaine lève les yeux au ciel face aux « [mondialistes](#) ». Malheureusement, elle continue de perdre de vue l'intérêt national. [Elon Musk](#) et [Steve Bannon](#) sont les cerveaux du mouvement « [Make America Great Again](#) » de Trump. Dans une interview accordée à la plateforme d'information canadienne [Global News](#) en février 2025, Bannon s'est permis de dire que le Canada ne se contentait pas d'imposer des tarifs douaniers, mais, comme le [Groenland](#), visait un objectif plus vaste : le « contrôle hémisphérique » des États-Unis. Ce

commentaire de Bannon met en lumière cinq raisons pour lesquelles les tarifs douaniers ne devraient pas servir à améliorer le monde. L'histoire montre que c'est l'inverse qui se produira et que nous nous dirigeons vers l'enfer avec davantage de tarifs douaniers (Koch, 2025).

Premièrement, les tarifs douaniers provoquent des luttes de pouvoir. Une mesure tarifaire déclenche généralement une contre-mesure, même du côté de celui qui risque d'être le perdant économique à long terme dans l'échange de coups. Le fait que les supermarchés canadiens retirent actuellement des produits américains de leurs rayons n'est qu'un début (Koch, 2025).

Deuxièmement, les tarifs douaniers divisent les pays amis. La situation était similaire en 1930 : les luttes de pouvoir divisaient les pays amis et le nationalisme se développait partout. L'atmosphère devenait de plus en plus hostile. À Washington, des États amis comme le Canada, la France et la Grande-Bretagne prirent leurs distances avec les États-Unis et menacèrent de rechercher de nouveaux partenaires. Mais Smoot et Hawley firent preuve d'une vision politique à court terme. Ils n'avaient tout simplement pas anticipé les coups et les contrecoups d'une guerre commerciale mondiale. Ils n'avaient pas non plus réalisé que l'économie mondiale, en difficulté depuis 1929, avait autant besoin de barrières commerciales qu'un patient fraîchement opéré a besoin de remuer le couteau dans sa plaie. Et ils ignoraient totalement que, dans une Allemagne déjà en proie à un chômage élevé, le nationalisme se transformerait en national-socialisme (Koch, 2025).

Troisièmement, les droits de douane encouragent la guerre plutôt que la paix. En 1932, un homme valide sur trois en Allemagne était au chômage. Dans ce contexte, la décision de Washington de ralentir le commerce mondial en imposant de nouveaux droits de douane a agi comme un accélérateur. Lors de rassemblements de masse, les nazis ont placardé des affiches représentant des personnes aux yeux creux avec l'inscription : « Notre dernier espoir : Hitler ». Lors des élections au Reichstag du 5 mars 1933, le NSDAP est devenu pour la première fois le plus grand parti. La loi Smoot-Hawley a également exacerbé les difficultés économiques et les tensions en Asie. Par exemple, le Japon, durement touché par les droits de douane américains, a envahi la Mandchourie en 1931 à la recherche de nouveaux marchés et de matières premières. En l'espace de quelques années, un scénario mondial s'est développé, dangereusement contraire aux intérêts des États-Unis dans leur ensemble : politiquement, économiquement et, in fine, militairement. Dans la situation actuelle, une nouvelle fracture entre Américains et Européens pourrait s'avérer une folie politique mondiale. Au XXI^e siècle, les États-Unis et l'UE avaient prévu de se défendre plus fermement contre une Chine dictatoriale et sa volonté de domination mondiale. Or, Washington et Bruxelles s'affrontent désormais mutuellement au sujet des nouvelles initiatives tarifaires de Trump (Koch, 2025).

Quatrièmement, les droits de douane sont une illusion coûteuse. Trump est presque obsédé par les droits de douane ; il cherche à tester une théorie qu'il chérit et nourrit depuis des décennies – une théorie que beaucoup aux États-Unis trouvent plutôt réconfortante. Après tout, c'est la belle illusion qu'un dirigeant fort les protégera miraculeusement dans les moments difficiles. Trump affirme que pour lui, « droits de douane » est « l'un des mots les plus merveilleux du dictionnaire ». Dans un discours prononcé devant ses partisans peu après son investiture, le 20 janvier 2025, il a insisté : « Les droits de douane nous rendront extrêmement riches. » Mais toute surtaxe sur les produits étrangers entraînera à terme une hausse des prix pour le consommateur américain. L'inflation, qui constitue un problème majeur aux États-Unis depuis la fin de la pandémie, augmentera à nouveau. Cependant, la délocalisation de la production résultant de la hausse des droits de douane ne contribuera en rien à lutter contre l'inflation. De nouveaux effets inflationnistes apparaîtront simplement parce que les salaires aux États-Unis sont plus élevés que dans des pays manufacturiers comme la Chine, le Vietnam ou le Mexique. En outre, il existe une pénurie prévisible de travailleurs qualifiés aux États-Unis (Koch, 2025).

Cinquièmement, les droits de douane créent de l'incertitude. L'impact des droits de douane de Trump sur les chaînes d'approvisionnement industrielles complexes n'est pas encore pleinement compris. Certaines pièces automobiles, par exemple, traversent les frontières du Canada ou du

Mexique plusieurs fois avant d'être assemblées. Conscient de ces complexités modernes, Trump a récemment retardé de 30 jours à la dernière minute nombre de ses projets de droits de douane. Ces incertitudes alimentent déjà les craintes sur les marchés financiers d'une possible récession sous Trump. L'expression « récession Trump » circule. Et le simple soupçon d'un ralentissement économique prend de plus en plus d'ampleur chaque jour (Koch, 2025).

Les fluctuations erratiques de la politique du président Donald Trump ont également eu un impact négatif sur son ami Elon Musk (Megerian, 2025). Le 11 mars 2025, Trump a acheté une nouvelle Tesla dans l'allée de la Maison-Blanche, choisissant une berline rouge rutilante pour environ 80 000 dollars et la laissant à la Maison-Blanche pour son personnel. Ce faisant, il a affiché son soutien à Tesla, la société de voitures électriques d'Elon Musk, qui a essuyé des critiques pour ses efforts visant à promouvoir le programme politique du président et à réduire la taille du gouvernement fédéral (Megerian, 2025). Le président a également déclaré qu'il espérait que son achat stimulerait Tesla, qui a dû faire face à la baisse des ventes et du cours de l'action. Il s'agissait du dernier exemple, le plus inhabituel, de la [loyauté](#) de Trump envers Musk, qui a beaucoup investi dans sa campagne de retour l'année dernière et qui est une figure clé de sa seconde administration. Le cours de l'action Tesla a progressé de près de 4 % le 11 mars. Mars 2025, après une chute de près de 48 % depuis l'arrivée de Trump au pouvoir en janvier (Megerian, 20/25). La durée de cette [symbiose](#) entre Trump et Musk, face à la hausse de l'inflation et aux perspectives sombres de l'économie américaine, est sujette à caution. Il n'est pas exclu que Trump abandonne Musk comme une patate chaude s'il agit contre ses intérêts ou si sa popularité est menacée par les actions de Musk. L'impact d'une telle évolution sur la politique commerciale de Musk en Afrique subsaharienne est inéluctable.

Références :

- AFP-faz** (2025): [„Große Schwierigkeiten“ - Trump will einen „brandneuen Tesla“ kaufen, weil Musk Probleme hat.](#) *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (faz), 11. March 2025
- Akang, V.I. & M.O. Afolayan & M.J. Iorpenda** (2019): [Industrialization of the nigerian economy: The imperatives of imbibing artificial intelligence and robotics for national growth and development.](#) 265 p. , ResearchGate
- Al Fatayri, Layan** (2023): [The role of an arbitrator in investigating corruption cases in international commercial arbitration.](#) In: B. Mefteh (ed.): *Public Goods & Governance*, vol. 8 (1), June 2023
- Amatika-Omondi, Faith** (2022): [The regulation of deepfakes in Kenya.](#) *J. Intell. Prop. & Info. Tech. L.*, vol. 2 (1), pp.145-186
- Ani, Michael** (2021): [Elon Musk overtakes Jeff Bezos as World's richest.](#) *Businessday*, 7 January 2021
- Audu, Tavershima** (2022): [Space exploration in Nigeria: The role of the \(NASRDA\) Act, 2010.](#) *SSRN WP No. 4190041*, pp. 1-10
- Borger, Julian & Caroline Kimeu & Luke Taylor** (2023): [UN votes to send Kenyan-led security force to Haiti to combat gangs.](#) *The Guardian*, 3 October 2023
- Bruton, Mike** (2021): [The innovation train.](#) *Sabinet African Journals, Quest*, Vol. 17 No. 3 pp. 31-32
- Chagonda, Tapiwa** (2024): [Chatbot programmes "Arms Race": Africa and Artificial Intelligence \(AI\) Ethics.](#) *The Thinker*, vol. 101 No. 4 (2024), pp. 11-19
- Chinalu Ujah-Ogbuagu, Bridget** (2021): [Utilizing emerging technologies for national. Development in nigeria: challenges, prospects and strategies.](#) *ResearchGate*, Conference paper, pp. 2-11
- Dashe, Damon Nandam & Dominic Asada** (2023): [The challenges of generative artificial intelligence to administer internet taxation of online transactions in Nigeria.](#) *NIALS Journal of Business Law*, pp. 31- 77
- De Masi, Fabio** (2023): [When Finance meets Big Data.](#) *Rosa Luxemburg Foundation*, 53 p.
- Eligon, John & Lynsey Chutel** (2022): [Elon Musk left a South Africa that was rife with misinformation and white privilege.](#) *The New York Times*, 5 May2022
- Farrow, Ronan** (2023): [Elon Musk's shadow rule.](#) *The New Yorker*, 21 August 2023
- Ferreira, Enrique A.** (1952): [The capacity problem under the Argentine doctrine in international air law : the domain of the air under the sway of law .](#) Pegasus, 1952
- Firsing, Scott** (2024): [Africa Eyes a Piece of the Space Pie.](#) *International Policy Digest*, 1 September 2024, EBSCO, p.1
- Glez, Damien** (2021): [Can the fortune of South Africa's Elon Musk solve world hunger?](#) *The Africa Report*, 1 December 2021
- Glez, Damien** (2022): [Elon Musk: the African who wants to unleash Twitter.](#) *The Africa Report*, 26 April 2022
- Glez, Damien** (2025): [Promised land - Donald Trump, Elon Musk, Cyril Ramaphosa: A peculiar dance over South African land reform law.](#) *The Africa Report*, 6 February 2025
- Grolik, Markus** (2025): [Musk and Trump shut down USAID.](#) *CartoonMovement*, 5 February 2025
- Guardian staff and agencies** (2025): [Marco Rubio says South Africa's ambassador to US is 'no longer welcome'.](#) 15 Mar 2025

- Gugelev-Shapiro, Kurt** (2024): [Unlocking new horizons: The role of Kenya's Broglio Space Center in the commercial space era](#). Regional Student Conferences, ARC, pp. 1-11
- Hanfeld, Michael** (2025): [So geht der Demokratie das Licht aus](#). *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (faz), 28. February 2025
- Helmore, Edward** (2025): [Trump sharpens attacks on US media as Voice of America employees put on administrative leave](#). *The Guardian*, 15 March 2025
- Ifonlaja, Oluwabusayo** (2023): [Legal framework for the regulation of internet service providers in Nigeria](#) SSRN WP; No. 4533451, pp. 1-13
- Jones, Callum** (2025): [How Trump's dizzying jerks and jolts on tariffs are 'freezing' US business](#). *The Guardian*, 8 March 2025
- Jones, Marc Owen** (2023): [Big Tech's Partnership with Authoritarianism](#). *Middle East Report, MERIP*, 307/308 (Summer/Fall 2023), Ardmore Pennsylvania
- Karanja, John Maina** (2023): [Africa DeepFakes Buzz: Exploring online media socio-political discourses on deepfakes-Focus on Kenya, Nigeria and South Africa](#). SocArXiv Papers, pp. 1-32
- Kperogi, Farooq, A. & Azubuike Ishiekwene** (2025): [Light in a digital black hole: Exploration of emergent artificial intelligence journalism in Nigeria](#). *Journal of Applied Journalism & Media Studies*, 3 March 2025, pp. 1-22
- Koch, Matthias** (2025): [Richtung Hölle durch mehr Zölle. Fünf Gründe sprechen gegen Trumps Wirtschaftspolitik](#). *Redaktions Netzwerk Deutschland*, (rnd), 7 March 2025
- Kohnert, Dirk** (2025): [Impact of Trump 2.0 on Sub-Saharan Africa](#). MPRA Paper No. 123735
- Kohnert, Dirk** (2024): [Prospects and challenges for the export of rare earths from Sub-Saharan Africa to the EU](#). MPRA WP 119745; SSRN WPS 4687731
- Kohnert, Dirk** (2021): [BTI 2021 - Togo Country Report: Togo's political and socio-economic development \(2019-2021\)](#) [author's enhanced version], MPRA WP, No. 103792
- Kohnert, Dirk** (2018): [Trump's tariff's impact on Africa and the ambiguous role of African agency](#). *Review of African Political Economy*, 2018, vol. 45, No. 157, pp. 451-466
- Kohnert, Dirk & Laurence Marfaing** (2019): [Senegal: Presidential elections 2019 - The shining example of democratic transition immersed in muddy power-politics](#). MPRA WP, No. 92739; SSRN WPS: 3350710
- Kohnert, Dirk** (2000): [Informalität als Normalität - Zur Verflechtung von Parallelwirtschaft und Gesellschaft in Afrika](#). MPRA WP 980
- Kolhatkar, Sonali** (2022): [Elon Musk plans to profit from Twitter, not create a town square for global democracy](#). *CounterPunch, Rozenberg Quarterly*, pp. 1-4
- Kupferschmidt K.** (2022): [As Musk reshapes Twitter, academics ponder taking flight](#). *Science*, vol. 11; 378 (6620), pp. 583-584
- Megerian, Chris**, (2025): [Trump selects a new Tesla on White House driveway to show support for Elon Musk](#). AP-news, 11 March 2025
- Miklaszewicz, Agnieszka** (2023): [Assessing leadership in business: A critical investigation of elon musk](#). University of Connecticut, UnHonors Scholar Theses. 953. UCONN, DigitalCommons&UConn, 25 p.
- Mbithi, Joseph V.** (2022): [Impact of social media on national security in Kenya](#). M.A. thesis, 68 p.
- Muinde, Patrick** (2025): [Kenya must adapt to the new order as Trump effect spreads across nations](#). *The Standard* (Kenya), 25 January 2025

- Norcross**, Jonathon (2025): [Elon Musk's SpaceX setback as Starship fails again, scattering debris over the Bahamas](#). *The Economic Times*, 7 March 2025
- Obi**, Paul A. (2024): [Labouring and smiling: Re-imagining Digital Colonialism in Africa, Silicon Valley Big Techs, and the politics of prosumer capitalism in Nigeria](#). *triple C – Journal for Global Sustainable Information Society*, vol 22 No 1 (2024), pp. 381-39
- Obia**, V. (2023): [Twitter activism: Understanding the Twittersphere as the foremost community for activism and dragging in Nigeria](#). *New Media & Society*, 27(1), 151-167
- Ogunbanjo**, Bimbo (2023): [The impact of social media on development, democracy and anti-democratic practices in Sub-Saharan Africa](#). *International Journal of Social Sciences and Management Research*, vol 10. No. 11, pp. 367-391
- Okello**, Frederick (2023): [Assessing Satellite Internet Potential in Rural Kenya](#). Digital Policy Hub — Working Paper, pp.1-18
- Ompidan**, Ismail et al. (2024): [The role of social media in shaping public discourse on government policies in Nigeria: A discourse of the Nigerian X \(Formerly Twitter\) space](#). *Journal of African Films & Diaspora Studies*, vol. 7 (3), pp. 65-86
- Oseloka**, Patrick et al. (2022): [Conversations on the Seeming Uselessness of Traditional PhDs and Academic Papers: Corporate Academic Responses to the Question 'Is Elon Musk Right in Saying that Most PhDs Are Useless?'](#) *ResearchGate*, May 2022, pp. 1-19
- Onyejebu**, Laetitia N. (2023): [Challenges of Integrating AI Ethics into Higher Education Curricula in West Africa: Nigerian Universities Narrative](#). In: Caitlin C. et al. (eds.): *AI Ethics in Higher Education: Insights from Africa and Beyond*. Springer, pp. 57-66
- Oshionebo**, Barth & Kelechukwu **Okoronkwo** (2023): [Analysis of the impact of twitter on national security in Nigeria](#). *Creative Artist: A Journal of Theatre and Media Studies*, Vol. 17 No. 1 (2023), pp. 75-91
- Politi**, James & Aime **Williams** & Guy **Chazan** (2025): ['It's like a whipsaw': Donald Trump's tariff U-turns unnerve businesses and investors](#). *Financial Times*, 7 March 2025
- Ramji**, Aly Z. (2023): [Media's impact on cryptocurrency adoption in Africa](#). MA thesis, (Unpublished capstone project). Nairobi: Aga Khan University. Graduate School of Media & Communications, pp. 1-82
- Rehfeld**, Nina (2025): [Brot und Spiele, made in USA](#). *Frankfurter Allgemeine Zeitung (faz)*, 3 March 2025
- Ryan**, Janine (2023): [Building a better South Africa, together](#). *Farmer's Weekly*, 25 August 2023
- Simiyu**, Marystella Auma (2023): [Towards a rights-based approach to media protection in the Digital Age for meaningful political participation of the electorate in Kenya](#). MA thesis, University of Pretoria (South Africa), 24 p.
- Siwela**, Themba (2025): [Cartoon of the day](#). *The Citizen*, SA, 6 February 2025
- Steffens**, Frauke (2025): [Mit allen Schikanen](#). *Frankfurter Allgemeine Zeitung (faz)*, 3 March 2025
- Stavis-Gridneff**, Matina (2025): [Trump intensifies statehood threats in attack on Canada](#). *The Seattle Times*, 11 March 2025
- Stremlau**, N. (2020): 1. [Transforming media and conflict research](#). In: Budka & Bräuchler (eds.): "Theorising Media and Conflict", New York, Oxford: Berghahn Books, pp. 33-54
- Udoyiu**, Udoyiu Edem & Samuel Okposin **Edward** (2024): [Effect of individualism culture on entrepreneurial growth of selected SMEs in South-South Nigeria](#). *Cultural Communication and Socialization*, vol. 5(2), pp. 43-49
- Vincent**, James (2017): [Elon Musk Says We Need to Regulate AI Before it Becomes a Danger to Humanity](#). *The Verge*, 17 July 2017

- Wagenknecht, Leon** (2024): [Imagining a multiplanetary future—Elon Musk's impact on the sustainability discourse](#). MA Thesis, Utrecht University, 169 p.
- Wandasan, J.J. & K. Hawk & M.J. Cheatham** (2018): [Searching for a Win-Win-Win: Rethinking Energy Crisis Solutions in West Africa](#). *Features, Inter Agency Journal*, Vol. 9, No. 1, pp. 61-70
- Williams, L.** (2023): [What can we make of Elon Musk's promises?](#) *Engineering & Technology*, vol. 18 (4), pp. 117 – 123, 1 May 2023
- Winkler, Heinrich August** (2025): [Verrat auf offener Bühne](#). *Frankfurter Allgemeine Zeitung (faz)*, 4 March 2025
- Yieke, Lennox** (2025): [Musk's Starlink snaps up market share in Nigeria amid African push](#). *African Business*, 7 March 2025
- Zoe Talent Solutions** (2023): [Education Statistics for Nigeria \[100%Updated\]](#), *Secondary education*, 12 March 2023)

Abstract: *[How Elon Musk's growing influence is shaping the future of sub-Saharan Africa]* - South African-born tycoon Elon Musk, the world's richest person, is also a senior advisor to US President Donald Trump and head of the Department of Government Efficiency (DOGE) since 2025. Musk's influential role in American politics is largely based on the money he spent to finance Donald Trump's campaign. His influence is growing globally, including in sub-Saharan Africa (SSA). Trump's second presidency will be difficult for sub-Saharan Africa (SSA), especially South Africa. Both Trump and Musk have their own agendas. Trump's well-known prejudices against Africa have been reinforced by South Africa's genocide case against Israel at the International Court of Justice. Musk supports white Africans' claims against Pretoria for alleged land dispossession. Musk's key projects seek to establish political and cultural hegemony in global markets. For example, 'Starlink', which already provides global internet access in 114 countries, including SSA, and Tesla's energy Megapack solutions. It includes solar power and energy storage projects, to support the integration of renewable energy by providing grid-scale energy storage as in his 'SolarCity' project. Musk's goals show that he is not only an economic actor but also a leader who wants to shape the future of humanity. His projects are not limited to technology and commerce, but aim to change the power dynamics in international relations. However, the services provides often seem out of reach for many Africans due to the high cost. Musk's role as 'techno-feudal lord' is unprecedented. He even acts as arbiter in wars between nations, such as the Russian invasion of Ukraine. His random swings from altruistic to narcissistic, from strategic to impulsive, have been the subject of countless publications. He apparently wants the world to be saved, but only if he can be the one to save it. His political shift to right-wing populism began with his purchase of 'Twitter', when he deliberately spread misinformation on the platform. Within days of his purchase, for example, thousands of anonymous accounts began bombarding feeds with racist content. Musk's involvement in AI, including 'ChatGPT', seemed to be mainly about control, credit and rivalry. It is difficult to say whether his interest is driven by scientific curiosity and altruism, or by a desire to dominate a new and potentially powerful industry. Musk's support for autocratic leaders in Turkey, India and SSA, for example, is a reminder that big tech companies, not just states, are active players in transnational repression around the world. Authoritarian regimes and tech companies share a striking similarity: an appetite for information about their populations. While Big Tech uses this data for advertising profits, authoritarian states use it to tighten their grip on their populations. Multinational corporations are not simply subservient to the state. They can become more powerful, and sometimes more dangerous, than nations or even empires.

Zusammenfassung : *[Wie Elon Musks wachsender Einfluss die Zukunft Afrikas südlich der Sahara prägt]* - Der in Südafrika geborene Tycoon Elon Musk, der reichste Mensch der Welt, ist auch leitender Berater von US-Präsident Donald Trump und seit 2025 Leiter des Department of Government Efficiency (DOGE). Musks einflussreiche Rolle in der amerikanischen Politik beruht größtenteils auf dem Geld, das er zur Finanzierung von Donald Trumps Wahlkampf ausgegeben hat. Sein Einfluss wächst weltweit, auch in Afrika südlich der Sahara. Trumps zweite Präsidentschaft wird für Afrika südlich der Sahara (SSA), insbesondere für Südafrika, problematisch. Sowohl Trump als auch Musk verfolgen ihre eigenen Agenden. Trump hegt massive Vorurteile gegenüber Afrika, die durch die Genozid-Anklage Südafrikas gegen Israel vor dem Internationalen Gerichtshof verstärkt wurden. Musk unterstützt die Klagen weißer Afrikaner gegen die südafrikanische Regierung wegen angeblicher Landenteignung. Musk's Schlüsselprojekte zielen darauf ab, politische und kulturelle Hegemonie auf den globalen Märkten zu etablieren. Beispiele dafür sind 'Starlink', das bereits 114 Ländern, darunter vielen Ländern des SSA, globalen Internetzugang bietet, sowie Tesla's Megapack-Energielösungen. Dazu gehören Solarenergie- und Energiespeicherprojekte, um die Integration erneuerbarer Energien zu unterstützen, um die Nachhaltigkeit der Energieinfrastruktur zu verbessern, wie in seinem 'SolarCity'-Projekt. Musk's Ziele zeigen, dass er nicht nur ein Wirtschaftsakteur ist, sondern auch ein Führer, der die Zukunft der Menschheit gestalten will. Seine Projekte beschränken sich nicht auf Technologie und Handel, sondern zielen darauf ab, die Machtdynamik in den internationalen Beziehungen zu ändern. Diese Dienste scheinen jedoch für viele Afrikaner aufgrund der hohen Kosten oft unerreichbar. Musk's Rolle als 'techno-feudaler Herrscher' ist beispiellos, wobei er sich sogar zum Schiedsrichter in Kriegen zwischen Nationen aufspielt, z.B. im Russisch-Ukrainischen Krieg. Seine willkürlichen Sinneswandlungen, von altruistisch zu narzisstisch, von strategisch zu impulsiv, sind Gegenstand unzähliger Veröffentlichungen. Er will offenbar, dass die Welt gerettet wird, aber nur, wenn er derjenige sein kann, der sie rettet. Sein politischer Wechsel zum Rechtspopulismus begann mit seinem Kauf von 'Twitter', als er absichtlich Fehlinformationen auf der Plattform verbreitete. Innerhalb weniger Tage nach der Übernahme begannen beispielsweise Tausende anonymer Konten, Feeds mit rassistischen Inhalten zu überschwemmen. Bei Musk's Engagement in der Entwicklung künstlichen Intelligenz, einschließlich ChatGPT, scheint es hauptsächlich um Kontrolle, Anerkennung und Rivalität mit anderen Anbietern zu gehen. Es ist schwer zu sagen, ob sein Interesse von wissenschaftlicher Neugier und Altruismus oder von dem Wunsch getrieben wird, eine neue und potenziell mächtige Branche zu beherrschen. Musk's Unterstützung für autokratische Führer in der Türkei, Indien und SSA ist sollte daran erinnern, dass große Technologiekonzerne, und nicht nur Staaten, aktive Akteure der transnationalen Unterdrückung auf der ganzen Welt seien können. Autoritäre Regime und Technologieunternehmen haben eine auffallende Gemeinsamkeit: einen unstillbaren Appetit auf Informationen über ihre Bevölkerung. Während Big Tech diese Daten für Werbegewinne nutzt, gebrauchen autoritäre Staaten sie, um ihren Zugriff auf die Bevölkerungen zu verstärken. Multinationale Konzerne sind nicht einfach dem Staat untergeordnet. Sie können mächtiger und manchmal gefährlicher werden als Nationen oder sogar Imperien.